

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

n°49 - Juin 2014

Sommaire

DOSSIER : INTERNET EN CHINE

1. Gestion de l'information et régulation d'Internet en Chine (Florence Rountree) 6
2. Le débat autour des « recherches de chair humaine » (François Quirier) 11
3. Les géants de l'internet face aux défis du secteur mobile (Camille Boullenois) 15
4. Internet sonnera-t-il le glas du système financier chinois actuel ? (Agatha Kratz et Clare Chng) 19
5. Cybersécurité et relations internationales (Camille Liffra) 24

TAÏWAN

6. Les étudiants dans la rue pour la démocratie taïwanaise (Tanguy Lepasant) 30
7. La révolte taïwanaise donne à penser en Chine (Hugo Winckler) 35

REPÈRES

8. Politique du taux de change : revirement passager ou évolution de long terme ? (Agatha Kratz) 39
9. La crise ukrainienne vue de Chine (Abigaël Vasselier) 43

DÉCALAGE

10. Yan Xuetong remet en cause le non-alignement de la Chine (Antoine Bondaz) 48



SOMMAIRE

DOSSIER : INTERNET EN CHINE

Le dossier de ce numéro 49 de *China Analysis* revient sur les implications du développement d'Internet en Chine. Celles-ci se font sentir dans toutes les strates de la société chinoise, bouleversant l'environnement politique, social, économique, et même diplomatique du pays. Internet devient à la fois un relais de croissance, un espace de compétition et de libéralisation, et parfois même un outil de lutte anti-corruption ou de démocratisation à petite échelle. Mais cette tendance a aussi ses effets pervers : chasses à l'homme, risques accrus, espionnage informatique... Nos cinq auteurs reviennent sur les retombées, potentiellement révolutionnaires, de l'essor rapide du secteur Internet en Chine.

Gestion de l'information et régulation d'Internet en Chine (Florence Rountree)

p. 6

Depuis 1982, et avant même la première connexion du pays à internet, la RPC a pensé et mis en place un système pour gérer l'informatisation du pays. Mais cette gestion, comme celle de nombreux secteurs étatiques, s'est avérée imparfaite et a fait l'objet de nombreuses réformes et transformations. Aujourd'hui, avec l'émergence des réseaux sociaux et leur influence grandissante dans la société chinoise, le gouvernement doit repenser et moderniser la gestion de l'information et de régulation d'internet, en impliquant davantage les différents niveaux de gouvernement, mais aussi les entreprises et les internautes.

Le débat autour des « recherches de chair humaine » (François Quirier)

p. 11

Le débat sur les « recherches de chair humaine » est symptomatique de débats plus généraux dans la société chinoise. En effet, ici comme dans de nombreux domaines, les commentateurs oscillent entre le choix d'une plus grande liberté, et celui d'une protection accrue. Dans le cas des

« recherches de chair humaine », faut-il oublier les abus engendrés par les chasses à l'homme sur internet sous prétexte que celles-ci permettent, parfois, la dénonciation de cadres corrompus ? Ou vaut-il mieux protéger davantage la vie privée des citoyens, au risque de voir le contrôle du gouvernement sur le secteur Internet s'accroître ?

Les géants de l'internet face aux défis du secteur mobile (Camille Boullenois) p.15

Le secteur d'Internet est dominé en Chine par trois groupes, Baidu, Alibaba et Tencent, lesquels monopolisent les trois grands axes du secteur, respectivement la recherche, le e-commerce et les réseaux sociaux. Ces « géants d'Internet » cherchent à tout prix à conserver leur domination sur le secteur, et notamment au moyen d'acquisitions à répétition. Mais, dans un contexte de migration vers l'Internet mobile, et de fragmentation du marché, ceux-ci pourraient-ils se voir concurrencer par la nouvelle génération de start-up ?

Internet sonnera-t-il le glas du système financier chinois actuel ? (Agatha Kratz et Clare Chng) p.19

Les différents journalistes économiques cités dans cet article reviennent sur un phénomène qui pourrait bien remettre en question le système financier actuel : l'émergence sur Internet de plateformes de services financiers permettant de contourner - pour l'instant du moins, et jusqu'à ce que les autorités ne mettent en place un système de régulation plus complet - les restrictions pesant sur le système financier chinois. Sheng Hong, directeur de l'institut de recherche Unirule, espère que la régulation future ne viendra pas brider un secteur qui pourrait s'avérer porteur de croissance pour l'économie chinoise dans son ensemble.

Cybersécurité et relations internationales (Camille Liffra) p.24

Alors que les questions liées au cyberspace et à sa gouvernance prennent de plus en plus d'importance sur la scène internationale et dans le cadre des relations entre grandes puissances, la coopération internationale dans le domaine reste « lacunaire », et le retard de la Chine en matière de cybergouvernance en fait une cible privilégiée des critiques, notamment de la part des Etats-Unis et de l'Union européenne. Selon trois chercheurs du CICIR, la Chine doit se mettre au diapason, et chercher à accroître son influence dans le domaine du cyber, pour l'aider à promouvoir son *soft power*.

TAÏWAN

Pendant près de trois semaines en mars et avril dernier, les étudiants taiwanais ont manifesté et occupé le parlement taiwanais pour protester contre l'accord sur la libéralisation du commerce des services entre Taïwan et la RPC. Tanguy Lepesant et Hugo Winckler nous offrent deux regards croisés, depuis chaque rive du détroit, sur ces événements.

Les étudiants dans la rue pour défendre la démocratie taïwanaise (Tanguy Lepesant) p.29

Les auteurs cités par Tanguy Lepesant reviennent sur le « mouvement étudiant des tournesols » à Taïwan. Celui-ci révèle plusieurs conflits au sein de la société taïwanaise. En effet, alors que les manifestations ont pour origine l'accord sur la libéralisation du commerce des services avec la RPC, Hsieh Chun-Man explique que cette contestation est également le symptôme d'un mal plus

profond : les perspectives se sont assombries pour les jeunes taiwanais depuis la crise de 2008, et ceux-ci craignent pour leur avenir. Néanmoins, les deux éditoriaux de *Next Magazine* voient dans ce mouvement un renforcement prometteur de la démocratie et de la société civile à Taïwan.

La révolte taiwanaise donne à penser en Chine (Hugo Winckler)

p.34

De l'autre côté du détroit, les observateurs sont beaucoup plus critiques. Les quatre auteurs cités par Hugo Winckler affirment tous que les événements de mars et d'avril 2014 sont une nouvelle démonstration de l'instabilité inhérente au régime démocratique en général, qui peine à concilier attentes des électeurs au moment des élections, et revendications ponctuelles de minorités « bruyantes ». Cette contradiction résonne forcément en Chine, où les questions d'unité nationale sont passées au premier plan ces derniers mois, et amènent Wen Yang à confirmer l'attrait d'une conception marxiste de la démocratie.

REPÈRES

Politique chinoise de taux de change : revirement passager ou évolution de long terme ? (Agatha Kratz)

p.38

Le mouvement de dépréciation du taux de change chinois depuis février – que tous les auteurs imputent à l'action de la banque centrale – a surpris les observateurs économiques. Alors que nombre d'analyses en langue anglaise ont mis en avant le nécessaire retour à une tendance haussière de la monnaie, les auteurs chinois cités ici sont plus sceptiques. Selon eux, ce retournement pourrait bien marquer un changement de long terme dans la politique chinoise de gestion du taux de change. Quoiqu'il en soit, la « fluctuation bidirectionnelle » devrait désormais être la norme pour la monnaie chinoise.

La crise ukrainienne vue de Chine (Abigaël Vasselier)

p.42

La crise ukrainienne met la Chine dans une situation « embarrassante » selon Peng Nian. En effet, la Chine, qui a certains intérêts économiques en Ukraine, ne peut néanmoins désavouer publiquement son voisin et partenaire économique et politique russe. Ainsi, la Chine se voit une fois de plus prise contre son gré dans un jeu et une « politique de puissances ». Soulignant la relativité, dans les faits, du concept de « souveraineté », Zheng Yongnian décrit une « tragédie ukrainienne » où une fois de plus prévaut « le principe du canon ».

DÉCALAGE

Yan Xuetong remet en cause la politique de non-alignement de la Chine (Antoine Bondaz)

p.47

La question du non-alignement est aussi au centre des propos de Yan Xuetong. Selon lui, le concept de « profil bas » est dépassé, et la Chine doit nouer des alliances avec ses amis, et mieux identifier ses ennemis. Par ailleurs, la Chine doit adjoindre à sa politique extérieure une dose de moralité, ce qui lui permettra de consolider son statut de puissance au delà de l'économique et du militaire.

L'occident a tendance à voir le cyberspace chinois à travers le prisme restreint de l'espionnage et du piratage informatiques, pratiques auxquelles bien sûr les agences gouvernementales chinoises excellent. Mais celles-ci ne seraient pas aussi actives si la navigation sur Internet n'était pas elle-même devenue une activité favorite des Chinois. La tendance contribue à la fois à l'unification extraordinaire de la société chinoise, et à une expression débridée de son individualisme.

On estime que la politique étrangère représente généralement moins de 10 % de l'agenda des dirigeants chinois. De même, on peut affirmer que plus de 90 % des questions ayant trait à Internet sont d'ordre intérieur, et non pas international. Mais à long terme, l'innovation extraordinaire qui se développe dans le domaine du Web, et en particulier du Web mobile, entraînera l'apparition de modèles économiques allant bien au delà de la culture, et des frontières, chinoises.

Le moteur de ces innovations est clair : une société extrêmement dynamique et des acteurs de marché qui multiplient les sauts technologiques pour surmonter la rigidité bureaucratique en la contournant. Cela se produit dans tous les domaines, et bien plus rapidement que dans les

économies développées. Pour ne citer qu'un exemple, alors que dans le reste du monde Uber et ses concurrents mènent des batailles contre les corporations de taxis, une dizaine d'applications de ce type a révolutionné l'industrie du taxi en Chine en l'espace d'un an.

DOSSIER : INTERNET EN CHINE

De tels phénomènes se produisent car la demande pour le changement en Chine est colossale. L'exemple le plus frappant est probablement celui du paiement et de la finance en ligne : en huit mois, le fond monétaire d'Alibaba, Yu'e Bao, a récolté plus de 65 milliards de dollars sous gestion, provenant d'épargnants chinois et hongkongais. Dans un autre domaine, nos sources montrent à quel point les chasses à l'homme sur Internet

– des enquête collectives menant généralement à la dénonciation et parfois au harcèlement des suspects – sont venues alimenter la lutte anti-corruption. Les plateformes de messagerie instantanée ont même développé des « cours de justice » permettant aux utilisateurs de donner leur opinion et de juger les « crimes » commis en ligne par d'autres internautes : en d'autres termes, on se rapproche fortement d'un sondage non régulé, dans un pays où le Parti exerçait jusqu'ici le contrôle de l'opinion publique.

La finance sur Internet et les fonds de placement en ligne concurrencent directement le système bancaire public traditionnel. Son caractère monopolistique permettait le maintien d'un fort différentiel entre les taux de dépôt et de prêt, dégageant ainsi des ressources presque infinies pour l'investissement. Le développement de la finance en ligne rétablit donc un semblant

d'équilibre en faveur des ménages. Il offre un débouché pour leurs revenus autre que le marché immobilier – qui restait jusqu'ici la seule « tirelire » attractive pour les ménages chinois.

Mais l'essor d'Internet porte en lui des risques importants, liés à la sous-régulation du secteur. Ces risques ne sont pas nécessairement bien identifiés par nos sources. « Les recherches de chair humaine » sont un affront à la liberté individuelle, et un retour en arrière au temps de la Révolution Culturelle, où tout individu était une proie. Néanmoins, quand le gouvernement veut réprimer les rumeurs, les libéraux y voient une nouvelle tentative d'étouffer dans l'œuf les scandales de corruption.

Il faut ajouter à cela que la piraterie informatique quasi-généralisée – même au sein des entreprises et des entités gouvernementales – a pour conséquence l'une des concentrations de virus informatiques les plus importantes au monde : il est souvent dit que tout ordinateur non protégé est contaminé en moins d'une minute en se connectant à Internet en Chine.

Sur le plan diplomatique, enfin, les positions de la Chine concernant la gouvernance globale d'Internet se rapprochent fortement de la position traditionnelle du pays sur toutes les problématiques internationales : il faut s'opposer à l'hégémonie américaine (mais paradoxalement cultiver un climat de confiance avec les Etats-Unis...), rejeter les politiques européennes se fondant sur des valeurs occidentales (et notamment concernant la liberté sur Internet), et préserver les droits souverains de chaque pays. Si ces standards étaient effectivement appliqués, le réseau Internet mondial, que nous tenons pour acquis (oubliant au passage les capacités de filtrage de nos propres moteurs de recherche) se fragmenterait en autant de sphères nationales. Ainsi, alors que l'incroyable vague chinoise d'innovations entrepreneuriales et sociales sur Internet aura très probablement un impact global, la politique chinoise du cyber reste un modèle contestable pour tous les régimes autres que les régimes autoritaires. Ici aussi, la contradiction inhérente à l'émergence chinoise est belle est bien présente.

FRANÇOIS GODEMENT



1. Gestion de l'information et régulation d'Internet en Chine

FLORENCE ROUNTREE

SOURCES :

- Wang Yukai¹, « Les origines et l'impact du Central Leading Small Group sur la sécurité sur Internet et l'informatisation », *Renmin wang*, 3 mars 2014.

- Liu Jun², « La structure de l'autorité derrière la "restauration". Vingt ans de changements dans la gestion d'Internet », *Nanfang zhoumo - Southern Weekend*, 20 mars 2014.

- Xi Jinping, « Faire évoluer la Chine d'une puissance du cyber à une superpuissance du cyber », *Xinhua*, 27 février 2014.

- Han Yuanjun³, « Le State Internet Information Office invite les directeurs du microblogging des grands groupes médias à une discussion informelle », *Xinhua*, 4 décembre 2013.

- Lei Lei⁴, « le "Tribunal Weibo" : cas en ligne, jugement des internautes », *Nanfang zhoumo - Southern Weekend*, 5 décembre 2013.

Ces derniers mois, les campagnes visant les rumeurs sur Internet et les contenus pornographiques se sont intensifiées dans le cyberspace chinois. La plus récente est la campagne « Nettoyer le Web 2014 » (净网 2014, *jingwang* 2014), la plus déterminée aussi, qui est allée jusqu'à s'attaquer à Sina – parent du géant du site de *microblogging* Weibo (微博) – pourtant très ouvert à la collaboration avec les autorités. Cette campagne illustre le fait que le gouvernement chinois consacre davantage de ressources et de vigueur qu'auparavant à réguler Internet. Mais, pour mieux comprendre cette campagne et ses cibles, il faut analyser son cadre institutionnel et ses méthodes d'action.

Davantage de responsabilités et des méthodes en évolution

Dès 1982 – avant même la première connexion du pays à Internet – le Conseil d'État a mis en place une entité chargée de gérer l'« informatisation » (信息化, *xinxihua*), contrepartie digitale de l'industrialisation. Depuis ces premières formalisation et centralisation du contrôle gouvernemental sur le développement des « ordinateurs et circuits intégrés de grande envergure » (计算机与大规模集成电路, *jisuanji yu daguimo jicheng dianlu*), nous dit Wang Yukai, la régulation de l'information par le gouvernement chinois est devenue plus déterminée et plus globale qu'auparavant.

¹ Wang Yukai est membre du comité national consultatif sur l'information, et vice-directeur du comité d'experts sur l'e-gouvernance de l'École nationale d'administration.

² Liu Jun est journaliste à *Nanfang zhoumo*.

³ Han Yuanjun est journaliste à *Xinhua*.

⁴ Lei Lei est journaliste à *Nanfang zhoumo*, et a soutenu à travers son compte Weibo @雷磊ak les militants des droits de l'homme Guo Feixiong et Liu Yuandong à la suite des manifestations de rue de janvier 2013 au Guangdong contre la censure touchant *Nanfang zhoumo*.

Néanmoins, l'une des caractéristiques durables de la gestion chinoise de l'information est son haut niveau de fragmentation institutionnelle. Wang Yukai et Liu Jun expliquent que cela vient de l'implication directe de nombreux départements gouvernementaux et d'une division du travail inefficace entre autorités locales et centrales⁵. C'est pourquoi la consolidation de ce contrôle a longtemps été l'une des préoccupations principales du Parti, notamment lors des vagues successives de réforme institutionnelle ; ce fut également le cas pour de nombreux secteurs, comme l'énergie, le transport, la construction ou la sécurité alimentaire.

Wang Yukai note que les Deux Sessions⁶ de 2008 ont amorcé des changements significatifs au sein du système national de gestion de l'information, plaçant notamment toutes les activités de gestion de l'information du Conseil d'État sous la tutelle du – nouveau – ministère de l'Industrie et des Technologies de l'informatisation (MITI, 工业和信息化部, *gongye he xinxihua bu*), et encourageant ainsi une régulation plus centralisée du développement des technologies de l'information.

L'étape suivante concernant le renforcement de la gestion de l'information est venue en mai 2011, avec la mise en place du State

⁵ Liu Jun décrit le système pré-2011 (avant l'établissement du State Internet Information Office) comme symptomatique de l'existence de « trop nombreux organes directeurs » (九龙治网, *jiulong zhi wang*, littéralement « une gestion des réseaux par neuf dragons »), alors que Wang Yukai utilise l'expression « mille lignes au-dessus, dix mille aiguilles en dessous » (上面千条线、下面万根针, *shangmian qian tiao xian, xiamian wan gen zhen*) pour décrire la fragmentation des autorités centrales et locales.

⁶ Les Deux Sessions (ou *lianghui* 两会) font référence à la réunion annuelle du National People's Congress (NPC) et du People's Political Consultative Conference (CPPCC), respectivement organes suprêmes législatif et de conseil.

Internet Information Office (SIIO, 国家互联网信息办公室, *guojia huliangwang xinxi bangongshi*). Liu Jun affirme qu'au cours des deux dernières années, le SIIO est apparu à la fois comme étant à l'origine et le coordinateur de la campagne de « réhabilitation d'Internet » (网络整治, *wangluo zhengzhi*). Selon l'auteur, la vigueur donnée par le SIIO à cette « réhabilitation » est inédite, et découle notamment de l'autorité qui a été conférée au SIIO en tant qu'agence travaillant avec les trois principaux organes de gestion d'Internet : le State Council Information Office (SCIO), le MITI et le ministère de la Sécurité publique (MSP). Les liens du SIIO avec le SCIO – établis sur le principe de « deux marques, une institution » (两快牌子, 一套机构, *liangkuaipai zi, yitao jigou*)⁷ – ont conféré à la nouvelle entité crédibilité et influence au niveau du Parti, facilitant la coordination entre les principaux départements.

Le Central Leading Small Group sur la sécurité sur Internet et l'informatisation

Ces réformes passées ont ouvert la voie au « Central Leading Small Group sur la sécurité sur Internet et l'informatisation » (中央网络安全与信息化领导小组, *zhongyang wangluo anquan yu xinxihua lingdao xiaozu*), établi le 27 février 2014. Le Président chinois, Xi Jinping, est devenu le premier secrétaire général du PCC à diriger un *leading small group* sur la gestion de l'information, montrant l'autorité sans précédent que le groupe devrait exercer, ainsi que l'importance que le Parti donne à la gestion de l'information et à la sécurité sur Internet.

En tant que président de ce groupe, Xi a détaillé les motivations ayant présidé à sa création

⁷ Un phénomène commun au sein des institutions chinoises, auquel Liu Jun fait référence par l'expression : « Le SIIO ajoute au SCIO la marque SIIO » (国信办在国新办加挂国信办牌子, *guoxinban zai guoxinban jiagua guoxinban paizi*).

et le rôle qui lui est assigné. S'adressant au groupe lors de sa première réunion, le président a affirmé que « la Chine est déjà une puissance du cyber, mais reste en retard en termes d'innovation »⁸. Pour lui, « sans développement de l'information, il n'y a pas de modernisation, et sans sécurité sur Internet, il n'y a pas de sécurité nationale »⁹. Selon Wang Yukai, cela montre que le nouveau groupe coopèrera étroitement avec la Commission de sécurité nationale et le Leading Small Group sur la réforme, tous deux établis quelques mois plus tôt à l'occasion du III^e Plénum du XVIII^e Congrès.

Wang dit aussi que le nouveau groupe est le premier à mettre la sécurité sur Internet au même niveau que la gestion de l'information – non pas comme « deux éléments séparés » (两张皮, *liang zhi pi*), mais comme une seule problématique. Ce type d'approche avait, selon Wang Yukai, fait défaut jusqu'ici, puisque les *leading small groups* passés considéraient la cybersécurité comme séparée de la thématique plus générale de la gestion de l'information. Ce changement est reflété dans le discours de Xi, qui décrit la sécurité sur Internet et la gestion de l'information comme « les deux ailes d'un oiseau, les deux roues d'un véhicule »¹⁰. Hu Shuli insiste elle aussi, dans un éditorial

⁸ 我国已成为网络大国。同时也要看到，我们在自主创新方面还相对落后，*woguo yi chengwei wangluo daguo. Tongshi ye yao kandao, women zai zizhu chuangxin fangmian hai xiangdui luohuo.*

⁹ 没有网络安全就没有国家安全，没有信息化就没有现代化，*meiyou wangluo anquan jiu meiyou guojia anquan, meiyou xinxihua jiu meiyou xiandaihua.*

¹⁰ 网络安全和信息化是一体之两翼、驱动之双轮，*wangluo anquan he xinxihua shi yiti zhi liangyi, qudong zhi shuanglun.*

de Xin shiji traduit en anglais, sur la nécessité, pour le nouveau groupe, de prendre en compte les différents aspects de la révolution de l'information¹¹.

La régulation à l'époque des médias sociaux

Souhaitant introduire la problématique de la place des médias sociaux dans la régulation d'Internet, Liu Jun identifie trois étapes principales dans la campagne chinoise de « réhabilitation » d'Internet au cours des vingt dernières années : (1) 1994-2005, l'ère du Web 1.0, lors de laquelle l'information circulait à sens unique et les efforts étaient concentrés sur la prévention d'intrusions par des forces et hackers hostiles venant de l'étranger ; (2) 2005-2011, l'ère du Web 2.0, avec l'émergence des bloggeurs et une attention accrue destinée

à combattre les contenus pornographiques ; (3) 2011-aujourd'hui, l'ère des médias sociaux où « tout le monde est un reporter » (每个人都可以是新闻发布者, *mei ge ren dou keyi shi xinwen fabuzhe*) et où les nouvelles circulent dans les deux sens. Aujourd'hui, l'objectif est d'éviter la propagation de rumeurs malveillantes, de cultiver les valeurs socialistes et d'encourager une énergie en ligne « positive » (正, *zheng*, qui signifie également « correct »).

¹¹ Hu Shuli défend l'idée d'un système de « trois réseaux en un » (三网合一, *sanwang heyi*) au sein duquel les télécommunications, la radio et Internet pourraient se développer avec les mêmes ressources et les mêmes capacités technologiques, tous trois interconnectés et interopérables pour fournir aux utilisateurs le même éventail de services. Voir : Hu Shuli, « Pourquoi est-il difficile de progresser avec le système de “trois réseaux en un” ? », *Xin shiji*, 24 mars 2014.

Une campagne de réhabilitation en faveur des médias sociaux est survenue en mars 2012, au moment des Deux Sessions – une période de grande sensibilité politique au cours de laquelle, nous dit Wang Yukai, les efforts de réhabilitation sont généralement décuplés. Liu Jun explique qu'à l'époque, une initiative spéciale a été mise en place pour combattre les titres clickbait (标题党, *biaoti dang*)¹². Liu décrit comment le Bureau de la sécurité publique de Pékin a travaillé rapidement et arrêté six personnes dans le cadre d'une rumeur sur Weibo affirmant à tort que des véhicules militaires étaient entrés place Tiananmen. Dans les mois qui ont suivi, les bureaux locaux de sécurité publique et d'information sur Internet ont fermé 42 sites web et « nettoyé » (清理, *qingli*) 210 000 articles.

Plus récemment, on a vu une intensification de la répression des contenus pornographiques, avec le lancement, le 13 avril 2014, de la campagne « Nettoyer le Web 2014 » par le Bureau national contre la pornographie et les publications illégales. Cette campagne devrait durer au moins jusqu'à novembre et sera menée en collaboration avec le SIO, le MITI et le MSP¹³. La victime de plus haut niveau pour l'instant est Sina, dont la plateforme de médias sociaux Weibo est depuis longtemps l'une des cibles des régulations et de la répression concernant Internet¹⁴. Néanmoins, la révocation récente de deux licences de publication affecte d'autres activités de Sina, punissant ses plate-formes

de diffusion d'articles et de vidéos en ligne, accusées de diffuser des contenus obscènes. Sina a été forcé de fermer temporairement son site consacré à la littérature et a empêché ses utilisateurs d'accéder à certains programmes américains sur ses sites vidéo, pour raisons de « politique publique »¹⁵.

Impliquer les entreprises et les médias dans la sécurité en ligne

La violence de l'attaque contre Sina est surprenante, notamment au vu de la bonne volonté dont la société a fait preuve, comme d'autres entreprises Internet en Chine, face au système de régulation. Liu Jun pense que les entreprises Internet sont vouées à s'impliquer encore davantage dans la sécurité sur Internet. Il cite un séminaire conjoint le 13 mars 2014 entre le MITI, le MSP et des représentants de plusieurs des principales entreprises Internet. Han Yuanjun rapporte la tenue d'un forum similaire tenu par le SIO le 4 décembre 2013, auquel 21 grands groupes médias ont été invités. Tout comme Liu Jun note que les représentants au séminaire du 13 mars ont confirmé le fait que le gouvernement et les entreprises devaient s'allier pour la sécurité sur Internet, partageant ressources et données, Han Yuanjun explique que les participants au forum du 4 décembre ont conclu que les groupes de médias devaient former la colonne vertébrale d'un développement sain du microblogging.

Han ajoute que les participants à ce forum se sont aussi mis d'accord pour renforcer les interactions entre utilisateurs. Un exemple de cela est le « Tribunal Weibo » (微博法庭, *Weibo fating*), un système judiciaire autogéré, en place depuis un an et demi. Lei Lei explique

¹² Ces titres ayant pour but d'attirer l'attention des internautes sont également combattus au sein du cyberspace occidental en ce qu'ils essaient de multiplier les « clicks » d'utilisateurs en utilisant des déclarations choquantes ou controversées.

¹³ « La Chine lance une initiative spéciale pour combattre les contenus pornographiques en ligne », *Xinhua*, 13 avril 2014. Voir : http://news.xinhuanet.com/legal/2014-04/13/c_1110219650.htm.

¹⁴ Bill Bishop, "Gilding the cyber cage", *China Economic Quarterly*, Dec 2013, p. 22.

¹⁵ « La nouvelle initiative "Nettoyer le Web 2014" interdit "The Big Bang Theory" et d'autres séries télévisées américaines », *Youxia wang*, 27 avril 2014. Voir : <http://www.ali213.net/news/html/2014-4/103086.html>.

que cette structure protège les libertés et actions des utilisateurs de Weibo, tout en minimisant le besoin d'une intervention directe des autorités, et crée une « première ligne de défense » adaptée contre la propagation des rumeurs et autres activités illégales.

Le système fonctionne de façon très comparable aux sondages d'opinion de Weibo, qui permettent aux utilisateurs de voter « oui » ou « non » à un certain nombre de questions anodines sur la santé, la beauté, les relations sentimentales, les célébrités, etc. Néanmoins, au sein du « Tribunal Weibo », ce sondage devient un jugement. Lei Lei décrit le processus comme suit : un post qui va à l'encontre des règles de Weibo est dénoncé, un utilisateur Weibo impartial est nommé « juge », et les autres utilisateurs votent coupable ou non coupable. Si le post est condamné, son auteur peut être puni soit par déduction de points de « crédit utilisateur » (en effet, Weibo fonctionne sur le principe d'un système de suivi par « points » des comportements des utilisateurs¹⁶), soit par une interruption temporaire de son compte, soit par une suppression complète de celui-ci. Depuis le 28 mai 2012, Weibo a délibéré au sujet de plus de 330 000 cas, durant 3 minutes en moyenne. Néanmoins, certains problèmes de partialité tendent à émerger lorsque ces cas impliquent les comptes de personnages officiels, ou en raison du fait que le juge peut se voir pénaliser (par retrait de points) s'il prend parti pour une opinion minoritaire.

Défis à venir

Alors que la révolution de l'information bat son plein, la gestion de l'information devient

une tâche plus complexe. Wang Yukai dresse la liste des défis auxquels la Chine doit faire face, dont un manque de coordination, de supervision, de gestion des investissements, le flou qui entoure les responsabilités, ou encore une mauvaise gestion entre centre et périphérie. Xi Jinping veut clairement répondre à tous ces défis, mais certains de ces éléments dépendent directement du système politique chinois, et requerront des réformes institutionnelles bien plus larges. En l'état actuel, la Chine est constamment en retard dans le classement "E-Government Development Index" (EDGI) du département des affaires économiques et sociales des Nations unies, elle est passée de 57^e en 2005 à 65^e en 2008 et 78^e en 2012. Cette tendance devrait continuer tant que les campagnes ne s'accompagneront pas de réformes institutionnelles ; comme l'explique Wang, le développement rapide de l'informatisation de la Chine est plus important que l'orientation de l'opinion publique.

¹⁶ Pour plus d'information sur ce système, voir : "Censorship 3.0? Sina Weibo's New 'User Credit' Points System", *Wall Street Journal*, 29 May 2012. <http://blogs.wsj.com/chinarealtime/2012/05/29/censorship-3-0-sina-weibos-new-user-credit-points-system/>



2. Le débat autour des « recherches de chair humaine »

FRANÇOIS QUIRIES

SOURCES :

- « Qui va protéger notre vie privée à l'époque des recherches de chair humaine ? », *Renmin wang - section opinion*, 20 février 2014.
- Lu Jiayu¹⁷, « Discussion sur la réglementation pénale des recherches de chair humaine », *Aisixiang*, 15 novembre 2013.
- Liu Han¹⁸, « La vie privée, la liberté d'expression et la culture des internautes chinois - Le dilemme de la réglementation des recherches de chair humaine », *Aisixiang*, 10 juillet 2012.
- Li Chunjie¹⁹, « La protection de la vie privée des citoyens face aux recherches de chair humaine », *Aisixiang*, 20 juin 2012.
- Zhang Zuoguo²⁰, « Des restrictions raisonnables à apporter à la liberté d'expression sur les réseaux eu égard aux recherches de chair humaine », *Aisixiang*, 6 juin 2012.

¹⁷ Professeur à l'université des nationalités du Guangxi.

¹⁸ Diplômé de l'université de Yale, professeur à l'école de droit de l'université Tsinghua.

¹⁹ Professeur à la faculté de droit du Henan.

²⁰ Professeur à l'université de politique et de droit du Nord-Ouest.

L'automne 2013 a vu la multiplication des débats sur les formes et la virulence de la « lutte anti-rumeurs » (打击谣言, *daqi yaoyan*) lancée en août 2013 par le gouvernement, avec le soutien des grandes entreprises Internet du pays²¹. Celle-ci visait principalement à limiter les « rumeurs », et à encadrer ainsi les dénonciations de personnages officiels se multipliant de façon désorganisée sur – suscitant parfois des débordements déstabilisateurs pour le pouvoir. Cette lutte s'est déployée en parallèle de la lutte anti-corruption lancée par Xi Jinping, suppléant celle-ci en ramenant dans le giron de l'État ce qui concerne les griefs épars des internautes formulés contre leurs administrateurs, locaux notamment. Menant à l'arrestation de plusieurs « Big V »²², cette campagne a suivi son cours, mais les débats s'y référant ont progressivement perdu de leur intensité. À leur place, les débats sur les « recherches de chair humaine » (人肉搜索, *renrou sousuo*), récurrents en 2012, ont repris. Ceux-ci, relativement moins politisés, élargissent le champ de la discussion en y intégrant toutes les sortes de dénonciations possibles, et notamment celles, individuelles et privées, qui ne touchent pas à la sphère publique mais viennent plutôt bafouer le droit des citoyens à voir leur vie privée protégée.

En effet, les « recherches de chair humaine » (人肉搜索, *renrou sousuo*), expression que

²¹ Voir à ce propos : Clémence Mirgalet, « Le lancement de la campagne de lutte contre les rumeurs sur Internet », *China Analysis*, n° 45, octobre 2014.

²² Les « Big V » sont des blogueurs très influents intervenant sur Weibo, dont les articles sont en général lus par des millions d'internautes. Leur identité a été vérifiée par Weibo (d'où le « V » pour « verified »), et leur compte est homologué par les autorités chinoises. Forts de cette homologation, les « Big V » semblaient jusqu'alors à l'abri d'éventuelles poursuites, mais cette série d'arrestations a démontré le contraire. Parmi les « Big V » arrêtés, on note les très médiatiques blogueurs Zhou Lubao et Qin Huohuo, ou encore le chef d'entreprise Fu Xuesheng.

nous traduisons ici de façon littérale, sont dans les faits la version chinoise de la chasse à l'homme sur Internet. Cette pratique consiste à utiliser collectivement le réseau dans le but d'identifier une personne ayant enfreint la loi de façon visible sur Internet.

L'article de *Renmin wang* fait par exemple suite à la publication en février, par un journal local de Chongqing, d'une vidéo montrant une fille de dix ans maltraitant un nouveau-né. La colère et l'esprit de vengeance inspirés par ces images ont fait que les données personnelles de la jeune Chinoise ont été très rapidement trouvées, puis publiées sur les forums et les réseaux sociaux (et notamment des photos d'elle, son adresse ou encore les noms des membres de sa famille). L'article en question se base sur ce fait divers pour interpellier les Chinois : « Qui va protéger notre vie privée à l'époque des recherches de chair humaine ? »²³.

Les diverses sources présentées dans cet article reviennent toutes sur le développement de ces chasses à l'homme en Chine, et permettent ainsi d'en définir les spécificités. Elles traduisent une inquiétude qui n'est déjà plus récente²⁴, mais qui n'a pas encore trouvé de réponse adaptée. Les auteurs s'accordent aussi pour affirmer que les « recherches de chair humaine » sont « une épée à double tranchant » (一把双刃剑, *yi ba shuangrenjian*)²⁵ car elles permettent de politiser la population et d'aider, par exemple, à la lutte contre la corruption, mais elles entraînent aussi des actes haineux et des pratiques de divulgation des données personnelles qui enfreignent la loi chinoise et mettent en danger la vie privée des citoyens.

²³ 人肉搜索之下, 谁来保护我们的隐私? , *renrou sousuo zhi xia, shei lai baohu women de yinsi*.

²⁴ Trois de nos sources remontent à 2012.

²⁵ Expression de Li Chunjie.

La spécificité chinoise des « recherches de chair humaine »

La recherche des informations personnelles d'un individu sur Internet n'est pas une pratique exclusivement chinoise, elle est simplement liée aux possibilités de recherche offertes par Internet et les réseaux sociaux. Elle peut s'observer partout dans le monde²⁶. Mais la particularité des chasses à l'homme sur Internet en Chine est que celles-ci ne sont pas seulement liées à des affaires de mœurs mais aussi à la lutte anticorruption. La surveillance citoyenne chinoise a ainsi déjà permis de révéler à plusieurs reprises l'opulence suspecte dans laquelle vivent des responsables locaux et des hommes politiques chinois, qui ont par la suite été destitués de leurs fonctions et sévèrement punis²⁷.

Les « recherches de chair humaine » peuvent ainsi être considérées comme un outil au service du peuple pour surveiller ses responsables politiques. Liu Jiayu les considère comme « un moyen efficace de promouvoir l'échange entre les hommes, une pratique qui favorise le progrès social »²⁸. Pour autant, pour les auteurs, la chasse à l'homme sur Internet peut conduire à de graves dérives. Les atteintes à la vie privée, le harcèlement et la recherche de vengeance deviennent difficiles à

²⁶ Entre autres exemples, en France, début février 2014, un jeune homme met en ligne une vidéo le montrant en train de maltraiter un chat. La vidéo est largement partagée sur Internet, créant une forte indignation et aboutissant à une recherche collective qui a permis de retrouver et d'inculper l'auteur des faits en moins d'une semaine.

²⁷ C'est ainsi que Yang Dacai, directeur du bureau d'inspection de la sécurité au travail de la province du Shaanxi, a été accusé de corruption du fait des nombreuses montres de luxe qu'il portait en public et sur les photos circulant sur Internet. Yang a été condamné en septembre 2013 à 14 ans de prison.

²⁸ (人肉搜索)无形中促进了人与人的交流, 推动了社会的进步, (*renrou sousuo*) *wuxing zhong cujinle ren yu ren de jiaoliu, tuidongle shehui de jinbu*.

contrôler, d'autant que la chasse à l'homme peut concerner n'importe quel individu, et ne se limite pas aux fonctionnaires et aux responsables publics. Elle s'accompagne par ailleurs souvent d'une condamnation collective qui remet en cause le principe de la présomption d'innocence. La justice peut alors être aussi bien amenée à juger l'individu visé par l'action collective des internautes que les débordements et atteintes à la vie privée de ces derniers.

L'État chinois a, quant à lui, déjà pris position sur cette question. L'article de *Renmin wang* cite ainsi Liu Zhengrong, secrétaire du State Council Information Office (SCIO)²⁹, qui a déclaré, le 17 décembre 2013, que les « recherches de chair humaine » étaient dangereuses et que cette pratique devait être combattue conformément à la loi. Cette déclaration peut être interprétée de deux manières :

elle annonce une meilleure protection des victimes des recherches collectives sur Internet mais peut aussi rendre plus difficile la lutte anti-corruption et la surveillance des politiques par les internautes chinois. La protection de la vie privée et de la sécurité sur Internet fournirait alors au gouvernement un prétexte pour accroître sa limitation de la liberté d'expression.

Un débat récurrent : l'équilibre entre liberté et sécurité

Liu Han décrit deux points de vue, reposant chacun sur une culture et des valeurs juridiques opposées : l'un est contre les chasses à l'homme sur Internet et leur oppose la « culture de la confidentialité découlant de

²⁹ Pour plus d'informations sur ce bureau et la régulation du secteur de l'Internet en Chine, voir l'article de Florence Rountree dans ce numéro.

l'individualisme » (个体主义的隐私权文化, *geti zhuyi de yinsiquan wenhua*); l'autre, appelé par Liu Han « culture des internautes chinois » (中国网民文化, *Zhongguo wangmin wenhua*), considère la surveillance des internautes comme directement liée aux valeurs suprêmes de moralité sociale et d'éthique familiale, qui autorisent la critique publique et sont plus importantes que l'individualisme et le droit à l'intimité. L'opposition de ces deux points de vue fonde le dilemme politique lié à ce phénomène.

« Les “recherches de chair humaine” peuvent ainsi être considérées comme un outil au service du peuple pour surveiller ses responsables politiques. »

Seulement, il est important de faire la distinction entre, d'une part, les actions collectives qui ont un sens et une justification politique et, d'autre part, celles qui portent atteinte à la vie privée et à l'intégrité d'une personne. Comme le relève Li Chunjie, la Constitution chinoise prévoit que les citoyens ont le droit de critiquer l'État et ses institutions³⁰ et, de façon générale, les articles que nous

analysons ici soutiennent les « recherches de chair humaine » lorsqu'elles participent à l'exercice du devoir citoyen et à l'équilibre des pouvoirs : « Grâce aux recherches de chair humaine, les citoyens exercent pleinement leur droit constitutionnel à la liberté d'expression »³¹. Le souhait de ces auteurs est de voir la loi non pas interdire la chasse à l'homme sur

³⁰ Article 41 : Les citoyens de la République populaire de Chine ont le droit d'adresser des critiques et de faire des propositions à tout organisme ou tout travailleur de l'État (« 中华人民共和国公民对于任何国家机关和国家工作人员, 有提出批评和建议的权利 », *Zhonghua renmin gongheguo gongming duiyu renhe guojia jiguan he guojia gongzuo renyuan, you tichu piping he jianyi de quanli*).

³¹ Dans le texte de Zhang Zuoguo : 利用“人肉搜索”这一工具, 公民既充分行使了宪法赋予的言论自由, *liyong “renrou sousuo” zhe yi gongju, gongmin ji chongfen xingshile xianfa fuyu de yanlun ziyou*.

Internet, qui n'est pas illégale en soi³², mais limiter les dégâts collatéraux qu'elle provoque en protégeant mieux la vie privée des Chinois.

La loi doit donc mieux encadrer la divulgation des informations personnelles sur Internet, mais le travail législatif et de répression ne peut pas suffire à empêcher les dérives des « recherches de chair humaine » : la nature même d'Internet fait qu'il est difficile de poursuivre les coupables de divulgations. Selon Li Chunjie, un travail de prévention et d'éducation sur les usages d'Internet est aussi nécessaire, afin de « développer la conscience collective de l'importance de l'autoprotection et du maintien de la confidentialité »³³. Sensibilisés sur le fait que toutes leurs actions sur le réseau peuvent être enregistrées puis réutilisées par un tiers, les internautes chinois seront ainsi moins vulnérables aux atteintes à la vie privée.

En définitive, il est très difficile de lutter contre les actions collectives lancées contre un individu sur Internet. Vouloir le faire pourrait rapidement servir d'excuse à une nouvelle limitation de la liberté d'expression et aboutir à la destruction d'une pratique que les Chinois se sont appropriés pour lutter eux-mêmes contre la corruption. En l'état, la seule solution qui ne soit pas « à double tranchant » consiste à encadrer pénalement les dérives des « recherches de chair humaine » et à

développer l'éducation et la prévention pour établir une pratique d'Internet sûre, protégeant l'accès aux données personnelles des internautes.

³² Dans le texte de Lu Jiayu : « Ne sont tenus pour responsables pénalement que ceux qui, à travers les recherches de chair humaine, dévoilent des informations personnelles et, dans les cas les plus sérieux, causent de graves conséquences. » (只有那些因“人肉搜索”泄露他人信息情节严重并且造成严重后果的, 才追究其刑事责任, *zhiyou naxie yin “renrou sousuo” xielou taren xinxi qingjie yanzhong bingjie zaocheng yanzhong houguo de, cai zhuijiu qi xingshi zeren*).

³³ 增强自我保护意识和维护隐私权的自觉性, *zengqiang ziwu baohu yishi he weihu yinsi quan de zijue xing*.

l'ère mobile, d'autres soulignent l'agressivité commerciale renouvelée dont font preuve les BAT pour s'adapter à cette compétition.

Un écosystème sans cesse bouleversé

Depuis deux ans, les BAT éprouvent une forte pression, du fait que leur monopole sur ordinateur risque d'être anéanti par la révolution du web mobile. En effet, le « trafic mobile » (移动流量, *yidongliuliang*) est par essence plus dispersé et moins facile à contrôler que le trafic sur ordinateur. Selon Song Wei et Chen Qingchun, la capacité des BAT à construire un « portail ouvert » (开放平台, *kaifangpingtai*) comprenant leurs différents produits déterminera leur succès.

La crainte d'être dépassés par des entreprises plus innovantes a incité les BAT à adopter depuis 2011 une stratégie commerciale extrêmement agressive pour préserver leur monopole. Les fusions-acquisitions des trois dernières années dépassent ainsi en nombre et en poids économique celles des dix dernières années. Au cours de ces trois années, Alibaba a racheté ou est entré au capital de 30 entreprises, Tencent a acquis des parts de 40 entreprises et Baidu de plus de 30 entreprises. Par ailleurs, chacune de ces acquisitions fait l'objet d'une compétition acharnée entre ces géants du Net, ce qui a pour conséquence une surenchère concernant les prix d'achat.

Dans cet « écosystème Internet » (互联网生态, *hulianwangshengtai*) sans cesse renouvelé, chacun des trois grands groupes a des atouts et des faiblesses qui lui sont propres.

Baidu

Baidu, créé en 2000, est le premier moteur de recherche chinois. Avec ses propres applications (de recherche, plans en ligne, assistance mobile), ainsi que ses acquisitions



3. Les géants de l'Internet face aux défis du secteur mobile

CAMILLE BOULLENOIS

SOURCES :

- Chen Lin³⁴, « Grands changements dans le monde de l'Internet chinois », *Caijing*, 19 avril 2014.
- Song Wei et Chen Qingchun³⁵, « Les BAT s'inquiètent », *Caijing*, 19 avril 2014.
- Song Wei, « La lutte pour l'autonomie des start-up », *Caijing*, 19 avril 2014.

En Chine, le secteur Internet est dominé par trois noms : Baidu (百度), Alibaba (阿里巴巴) et Tencent (腾讯), respectivement spécialisés dans la « recherche » (搜索, *sousuo*), le « e-commerce » (电商, *dianshang*) et les « réseaux sociaux » (社交, *shejiao*). Les « BAT », comme on les appelle, se trouvent confrontés depuis deux ans à la révolution mobile qui ébranle le secteur informatique, dans le monde entier. Leur stratégie et leur positionnement sur l'échiquier de l'Internet chinois s'en trouvent bouleversés. Tandis que certains observateurs prévoient un futur détronement par les nouveaux venus de

³⁴ Journaliste à *Caijing*.

³⁵ Tous deux journalistes à *Caijing*.

dans le e-commerce (Nuomi, 糯米), le voyage (Qunar, 去哪儿) ou encore les vidéos (Qiyi, 爱奇艺), Baidu possède actuellement 14 applications qui ont plus de 100 millions d'utilisateurs. En avril, la création de Baidu Porte-monnaie (百度钱包, *baiduqianbao*) a complété la panoplie d'applications mobiles du géant de la recherche en ligne. Baidu se distingue également par le poids important de son secteur O2O (offline-to-offline, notamment grâce aux plans en ligne), qui joue un rôle important dans la compétition avec les deux autres géants.

Cependant, avec l'émergence du marché de la recherche mobile, « intrinsèquement atomisé » (移动互联网流量天生是分散的, *liudong hulianwang liuliang tiansheng shi fensan de*), le groupe, qui possédait jusqu'ici 72 % du marché de la recherche en ligne sur mobile, peine à conserver ses parts de marché. Ainsi, alors que Baidu était le plus grand acteur d'Internet sur ordinateur, sa valeur en bourse a connu un relatif déclin depuis quelques années et ne représente maintenant que la moitié de la valeur estimée d'Alibaba³⁶.

Dans ce contexte, la priorité de Baidu est le développement de LBS (*location based services*) qui comprennent recherche, plans en ligne et vie sociale et redéfinissent la « recherche » dans l'environnement mobile. Grâce à d'importants investissements, Baidu a réussi à mobiliser un immense trafic dans le secteur des LBS (notamment grâce à BaiduMaps et à Nuomi).

C'est la raison pour laquelle, nous expliquent Song et Chen, de nombreux observateurs considèrent Baidu comme étant le plus innovant des BAT, et par conséquent le mieux placé pour prévoir les tendances

³⁶ Alibaba a annoncé en mars 2014 son entrée en Bourse aux États-Unis. Avec une valeur estimée entre 150 et 200 milliards de dollars, il s'agira de l'une des plus importantes introductions en Bourse de l'histoire.

futures. Cependant, selon Song et Chen, Baidu fait figure de « conservateur » (保守派, *baoshoupai*) en termes d'acquisitions. S'il n'a pas hésité à payer le prix fort pour se doter d'une position de contrôle dans un grand portail mobile comme l'appstore 91 Wireless, il est longtemps resté dans l'expectative quant à la course aux acquisitions de start-up.

Ces deux années d'hésitation lui font courir le risque d'une marginalisation face aux deux autres géants d'Internet. Song et Chen soulignent cependant que ses importantes réserves de liquidités lui permettront de compenser son retard en rachetant plusieurs entreprises au cours de l'année 2014.

Alibaba

Alibaba, le géant du e-commerce chinois, se distingue par son agressivité commerciale, sa croissance rapide (2,27 fois plus rapide que celle de Tencent) et des revenus qui ont dépassé en 2013 ceux de Baidu et Tencent.

Créé en 1998 par Jack Ma, Alibaba a notamment tiré profit de la formule originale de son principal site d'e-commerce, Taobao. Contrairement à l'américain Amazon, celui-ci loue aux vendeurs et aux publicitaires des emplacements sur son site, ne prenant pas la responsabilité de la qualité des produits, de leur envoi aux clients et de l'assistance après-vente. Alibaba contrôle aujourd'hui 80 % du marché chinois des ventes de détail en ligne (soit 5 % du total des ventes de détail dans le pays) à travers ses sites Taobao et Tmall. Il occupe en outre une position privilégiée dans le paiement sur Internet avec son site Alipay³⁷.

Cependant, la révolution mobile constitue, pour l'entreprise, un important défi, à multiples facettes. Alibaba a en effet des difficultés à

³⁷ Voir à ce propos l'article d'Agatha Kratz dans ce numéro, p. 38.

créer un portail ouvert qui comprenne les différents éléments du groupe. Le lancement d'Aliyun (阿里云), un système d'exploitation orienté vers les terminaux mobiles, n'a pas donné les résultats escomptés malgré des investissements massifs. En outre, Song et Chen estiment que les constantes réorganisations du secteur offline d'Alibaba, avec notamment un changement de CEO en mars 2013 puis à nouveau en mars 2014, l'ont empêché d'établir une ligne directrice claire et de long terme.

Selon Long Wei, le co-fondateur de Dazhong Dianping³⁸ interviewé par Song et Chen, Alibaba doit en outre faire face à une remise en cause de « son modèle de "commerce léger" » («轻商业”的模式, *qingshangye de moshì*), car le O2O nécessite des équipes commerciales beaucoup plus étoffées. Or, selon un ancien vice-président d'Alibaba interviewé par Song et Chen, le groupe rechigne à changer un modèle qui lui a permis de faire d'immenses profits jusque-là.

Ces incertitudes ont incité Alibaba à acquérir des entreprises en expansion (ou à entrer dans leur capital) comme Meituan (美团, site d'e-commerce basé sur le concept d'achat groupé), Momo (陌陌, service de messagerie instantanée basé sur la géolocalisation), UCWeb (navigateur pour smartphones) ou encore Xinlang Weibo (新浪微博, site de microblogging) et Amap (高德, plans en ligne).

En mars 2014, le groupe a également

³⁸ 大众点评, site permettant de recueillir les notes et commentaires des utilisateurs sur des restaurants et magasins.

annoncé une prise de participation de 9,9 % dans le capital de la chaîne de magasins Yintai (银泰), ce qui confirme sa volonté de mettre en place une infrastructure combinant *online* et *offline*. Ces partenariats posent cependant la question de la répartition des intérêts entre les géants de l'internet et les groupes *offline*. Dans l'exemple de Yintai, Song et Chen soulignent en effet la difficulté qu'il y a à préserver à la fois les intérêts des magasins et du site Internet de Yintai et les intérêts globaux d'Alibaba.

Tencent

Créé en 1998, Tencent est propriétaire des deux plus grands réseaux sociaux chinois, QQ et Weixin, mais il est aussi la plus grande compagnie de jeux vidéo au monde. QQ compte près de 800 millions d'utilisateurs dans le pays, tandis que la valeur estimée de Weixin avoisine les 64 milliards de dollars, soit trois fois le prix que Facebook a payé pour acquérir

WhatsApp. Mais l'essentiel des revenus de Tencent provient des jeux en ligne, grâce à un modèle commercial novateur : le groupe offre des jeux gratuits, au sein desquels certains produits virtuels sont payants.

Ce modèle, qui a fait la réussite de Tencent jusqu'à présent, risque cependant de devenir une faiblesse, en raison du ralentissement de la croissance du marché des jeux sur mobile. Selon Chen Qi, CEO de Mogujie (蘑菇街), interviewé par Song et Chen, Tencent se trouve confronté à la difficile monétisation de ses réseaux sociaux, pourtant de formidables outils de communication. Cette monétisation est donc l'un des éléments clés de la stratégie de l'entreprise. Selon un membre haut placé

« La crainte d'être dépassés par des entreprises plus innovantes a incité les BAT à adopter depuis 2011 une stratégie commerciale extrêmement agressive pour préserver leur monopole. »

du groupe, cité par Song et Chen, QQ serait l'application la plus mûre pour la monétisation, à travers ses services de jeux et de loisir en ligne. *A contrario*, la commercialisation de Weixin, notamment à travers la finance en ligne, nécessite plus de prudence, pour ne pas éroder sa popularité.

Enfin, Tencent a aussi une stratégie d'acquisition qui lui permet de soutenir la compétition avec Baidu et Alibaba. En septembre 2013, l'entreprise a payé 448 millions de dollars pour entrer dans le capital de Sougou (搜狗), le numéro trois des moteurs de recherche en Chine, et le partenariat scellé en mars 2014 avec Jingdong (京东), une des plus grandes entreprises chinoises d'e-commerce, devrait permettre à Tencent de concurrencer Taobao.

Les concurrents potentiels

Si les BAT dominent très largement le marché, quelques entreprises de deuxième rang peuvent prétendre entrer dans la compétition. Nées de la révolution du mobile, elles sont plus innovantes que leurs aînées et connaissent des taux de croissance exceptionnels.

Le constructeur de smartphones Xiaomi (小米) est ainsi l'un des principaux adversaires potentiels des trois géants. S'il ne s'est lancé que récemment dans le e-commerce et dans la construction d'une plate-forme Internet mobile, sa maîtrise de la manufacture de terminaux Internet lui donne un avantage non négligeable dans la bataille technologique qui décidera en partie du sort des BAT.

L'entreprise 360, qui vend des antivirus, de l'assistance technique ainsi que des routeurs Internet, a également développé une porte d'entrée originale sur l'internet mobile. Sa croissance très rapide et son lancement d'un moteur de recherche en font un concurrent de taille pour les BAT.

Enfin, un risque de plus en plus grand provient des entreprises de « services locaux » (本地服务, *bendifuwu*), un marché plus récent mais en pleine croissance, et dont il est possible qu'émerge un futur géant d'Internet. Parmi ces entreprises, on trouve notamment Dazhong Dianping et Meituan, qui ont pour point commun leur esprit de start-up, leur capacité d'innovation, leur indépendance et leur esprit de compétition. Si ces deux entreprises ont accepté des partenariats avec les BAT, elles gardent cependant, selon Long Wei, une marge d'action qui leur permet une croissance autonome.

Les start-up, ou comment grandir à l'ombre des BAT

Au troisième rang de cet écosystème, les start-up possèdent une ligne de développement originale et de nombreux atouts. Néanmoins, la politique agressive des BAT les empêche souvent de se développer.

La « guerre des taxis » (打车大战, *dache dazhan*) illustre parfaitement ce phénomène. En 2012, pas moins de 30 entreprises ont créé des applications permettant de mettre en contact les taxis et les clients dans les grandes villes chinoises. Deux d'entre elles, Didi Dache (滴滴打车) et Kuaidi Dache (快的打车), ont obtenu des investissements stratégiques d'Alibaba et de Tencent, tandis que les autres ont bénéficié d'investissements de fonds de venture capital indépendants. Or, ces entreprises se sont rapidement effondrées, victimes de la guerre des prix que menaient Didi Dache et Kuaidi Dache, qui bénéficiaient d'importantes subventions et du trafic immense de leurs protecteurs.

Cependant, pour Song et Chen, le sort des entreprises soutenues par les deux géants d'Internet n'est pas forcément plus enviable. Kuaididache et Dididache sont vite devenus des coquilles vides, sans utilisateurs qui leur

appartiennent en propre. Pour le fondateur d'une start-up interrogé par Song, la question cruciale, à propos d'une proposition de rachat, consiste à évaluer si l'entreprise a des chances de devenir un maillon essentiel du groupe, ou au contraire de disparaître au sein de celui-ci.

Dans ce contexte, les possibilités de croissance à l'ombre des géants d'Internet restent possibles. La montée en puissance de Mogujie, un site d'e-commerce qui redirige les utilisateurs vers les sites de Taobao et Tmall, en est un exemple. Les tentatives de rachat par Alibaba ont toutes échoué, et le partenariat conclu en août 2013 entre Mogujie et Weixin a permis à la start-up de trouver une certaine autonomie.

Néanmoins, cette possibilité se fait de plus en plus rare. Pour un investisseur cité par Song Wei, les géants d'Internet se substituent à la main du marché pour décider de la vie ou de la mort des start-up, et nuisent ainsi gravement à l'innovation.

Quoiqu'il en soit, les quelques années à venir s'annoncent difficiles et cruciales pour les BAT : compétition acharnée à la fois entre eux, mais aussi avec les nouveaux venus d'Internet, et nécessaire adaptation à un marché mobile, qui n'est pas le marché naturel de certains de ces géants d'Internet.



4. Internet sonnera-t-il le glas du système financier chinois actuel ?

AGATHA KRATZ ET CLARE CHNG

SOURCES :

- Zong Liang³⁹ et Xiong Qiyue⁴⁰, « Comment les banques commerciales font-elles face à la banque en ligne ? », *Caijing*, 14 avril 2014.
- Song Wei, Liu Qilin, Xie Lirong⁴¹, « Les deux géants de la banque en ligne : les secteurs de l'Internet et de la finance en reconstruction », *Caijing*, 6 janvier 2014.
- Sheng Hong⁴², « Alipay n'a pas qu'une importance technologique, Alipay a surtout une importance institutionnelle », article publié le 9 avril 2014 sur le site d'Unirule⁴³.
- Chen Long⁴⁴, « Yu'e Bao vu sous un angle historique », *Shanghai zhengquan*

³⁹ Vice-directeur de l'institut de recherche sur le secteur bancaire international de la Bank of China.

⁴⁰ Doctorant à l'institut de recherche sur le secteur bancaire international de la Bank of China.

⁴¹ Tous trois journalistes à *Caijing*.

⁴² Directeur de l'institut de recherche économique Unirule, professeur à l'université du Shandong.

⁴³ Cet article est la retranscription d'une présentation donnée à l'occasion d'un séminaire organisé par Unirule sur le thème de « L'Internet mobile et son influence sur nos vies », 17 mars 2014.

⁴⁴ Professeur de finance à la Changjiang Business School.

bao – *Shanghai Securities Newspaper*, 22 avril 2014.

- Chen Long, « Le futur de Yu'e Bao », *Xin shiji*, 10 mars 2014.

- Fan Yifei⁴⁵, « La finance en ligne, défis et opportunités », *Xin shiji*, 11 février 2014.

La dernière décennie a vu se développer le secteur des entreprises en ligne, avec un succès marqué en Chine et l'émergence de véritables géants de l'Internet, dont Alibaba, Tencent ou encore Baidu⁴⁶. Cette offre s'est progressivement élargie à la « finance en ligne » (互联网金融, *hulianwang jinrong*) et comporte désormais un grand nombre de produits et services traditionnellement réservés aux banques commerciales. La finance en ligne va-t-elle remettre radicalement en cause le secteur financier chinois ? Ou n'aura-t-elle qu'un effet limité, et complémentaire, sur celui-ci ?

Selon la définition de Zong Liang et Xiong Qiyue, le secteur de la finance en ligne regroupe des acteurs non initialement financiers proposant à leurs clients des services financiers. Parmi ces services, le plus populaire est le « paiement pour tiers »⁴⁷ (第三方支付, *disanfang zhifu*), dont le leader est le géant Alipay (支付宝), une plateforme de paiement en ligne inspirée de l'américain Paypal. L'activité de paiement pour tiers totalisait en 2013 5 373 milliards de yuans (629 milliards d'euros) de transactions, en progression de près de 50 % sur un an. Le paiement par mobile atteignait pour sa part 1 280 milliards

de yuans (150 milliards d'euros) en 2013, en augmentation de plus de 700 % sur un an – et représentant 23 % de ces règlements. D'autres services tels que les plate-formes de prêt P2P (*peer to peer*) ou de *crowdfunding* (众筹, *zhongchou*) connaissaient également un succès notable (respectivement 89,7 milliards de yuans de prêts et 21 plate-formes).

Selon Sheng Hong, ces services sur Internet satisfont des besoins financiers bien réels, auxquels ne répondent pas les banques commerciales traditionnelles : besoin d'intermédiation financière, de libéralisation des taux, de gestion active de l'épargne, de titrisation des dettes, etc. Ce transfert vers Internet des activités financières est accentué par les caractéristiques du secteur financier chinois actuel : monopolistique et surrégulé. Non confrontées à la concurrence, les banques traditionnelles n'investissent pas dans l'offre de services innovants aux particuliers ou aux entreprises. Notamment, les banques chinoises ne proposent pas de services de paiement en ligne, ni de crédit aux petites et moyennes entreprises, contrairement aux solutions Alipay/Alixiaodai (littéralement, « Ali petits prêts », 阿里小贷)⁴⁸ par exemple. En cela, et parce que ces entreprises Internet dépassent le cadre du secteur financier actuel, elles viennent perturber le paysage financier chinois.

Finance en ligne : opportunité ou menace ?

Fan Yifei est de ceux qui pensent que la finance en ligne représente une opportunité plutôt qu'une menace pour la finance traditionnelle. La finance en ligne ne fait en effet que multiplier les canaux de mise à disposition des services financiers. Les banques ont d'ailleurs tout intérêt à utiliser Internet pour offrir certains services (les opérations de guichet notamment,

⁴⁵ Vice-Président de China Investment Limited et président de la Bank of Shanghai.

⁴⁶ Voir l'article de Camille Boullenois dans ce numéro.

⁴⁷ L'auteur note que cette activité est spécifique à Internet, en ce qu'elle permet le paiement sécurisé d'achats en ligne et réduit le risque de contrepartie dans le cadre de transactions de e-commerce. C'est pourquoi ces activités sont aujourd'hui principalement développées par les entreprises de e-commerce.

⁴⁸ Selon Zong et Xiong, Alixiaodai a déjà déboursé des prêts pour 600 000 petites et moyennes entreprises, pour un total de 150 milliards de yuans.

ou tout service pouvant être standardisé), dont le coût est minimisé grâce aux plateformes en ligne (investissement de constitution élevé, puis coût par client supplémentaire presque nul). Cette économie permettra aux banques de réaffecter des ressources pour d'autres activités plus lucratives, tout en assurant à leurs clients, même les plus modestes, des services de qualité.

Internet permet donc à la banque traditionnelle de mettre en œuvre une stratégie plus axée sur le consommateur, et une capacité de traitement des données sans précédent. Mais, selon l'auteur, les banques traditionnelles gardent l'avantage en termes de relation avec la clientèle, de renommée, de capital humain, ainsi qu'en termes de gestion et de contrôle du risque ou d'activités spécialisées de service aux entreprises, de conseil financier, de gestion d'actifs (particulièrement de banque privée), de financement de fusions-acquisitions, etc.

Cette vision n'est pas partagée par les autres auteurs. Pour Zong et Xiong, la finance en ligne représente une menace importante pour le secteur traditionnel. Pour résister, les banques commerciales vont devoir se réinventer, coopérer entre elles, et surtout, innover.

Le fait que les plateformes en ligne offrent des services identiques à ceux des banques, à un coût moindre, représente une véritable menace. De plus, les produits proposés par ces plateformes sont plus attractifs – mise initiale limitée, possibilité de désinvestir à tout moment et retour sur investissement élevé. De ce fait, la finance sur Internet draine une partie de l'épargne bancaire, et pourrait bien venir menacer le secteur financier traditionnel.

Les trois journalistes de Caijing sont encore plus radicaux. Ils n'hésitent pas à qualifier la finance en ligne de « Terminator » (终结者, *Zhongjie zhe*) de la finance classique. Selon eux, c'est une guerre qui est perdue d'avance :

fin 2013, Alibaba réalisait 35 milliards de yuans (4 milliards d'euros) de chiffre d'affaires, Alipay avait 300 millions d'utilisateurs actifs, WeChat 270 millions (et 600 millions d'inscrits), QQ mobile près de 800 millions. Selon eux, le futur de la finance est donc sur Internet, tout comme le futur de la compétition de marché. Parmi ces entreprises en ligne, qui se livreront une bataille sans merci, deux géants devraient s'affronter particulièrement violemment : Ali Finance⁴⁹ (阿里金融, *Ali jinrong*) et Tencent Finance (腾讯金融, *Tengxun jinrong*).

Le cas Yu'e Bao (余额宝)

Chen Long revient longuement, dans ses deux articles, sur le cas particulier de Yu'e Bao. Fondé en juin 2013 par Alipay et Tianhong (天弘), Yu'e Bao est devenu en moins d'un an le plus important fonds monétaire chinois, avec plus de 400 milliards de yuans (47 milliards d'euros) sous gestion en avril 2014, plus de 80 millions de clients, et, certains jours, des flux de souscription dépassant 20 milliards de yuans (2,3 milliards d'euros).

La croissance exponentielle de Yu'e Bao s'inscrit dans un développement très rapide des fonds monétaires depuis quelques années – près de 500 % de croissance de 2011 à 2013. Mais le succès de Yu'e Bao dépasse celui de ses pairs, car il est à la fois conjoncturel et structurel : le fonds a profité des taux élevés sur les marchés interbancaires (notamment en période de « pénurie de liquidité », 钱荒, *qian huang* – comme en juin dernier), pour offrir à ses clients des rémunérations attractives⁵⁰. Mais il a surtout profité de son adossement à Alipay, dont les clients sont les premiers souscripteurs de Yu'e Bao. En cela, Yu'e Bao est une véritable révolution

⁴⁹ Regroupe toutes les activités financières du groupe Alibaba.

⁵⁰ Et notamment nettement plus élevés que les taux bancaires proposés pour la rémunération de l'épargne.

commerciale, et une réussite incontestable, puisque le coût d'acquisition de la majorité de ses consommateurs a été quasi nul grâce au portefeuille de clients pré-existants d'Alipay.

Ainsi, alors que certains pensent que Yu'e Bao n'est pas innovant car il ne fait qu'agréger des dépôts individuels pour les investir dans des produits qui existaient déjà⁵¹, d'autres pensent que le fonds représente une vraie avancée en ce qu'il réduit les barrières à la gestion d'actifs. Selon l'auteur, l'innovation de Yu'e Bao est multifacettes : « innovation en matière de produit » (产品创新, *chanping chuangxin*), « innovation en matière de médias » (渠道创新, *qudao chuangxin*), « innovation en matière de processus » (流程创新, *liucheng chuangxin*), et « innovation en matière d'organisation » (组织创新, *zuzhi chuangxin*).

Pour comprendre le succès de Yu'e Bao, nous dit Chen Long, il faut revenir aux États-Unis des années 1970, où se sont développés les premiers fonds monétaires. Alors que la dépression affectait le pays, les autorités financières plafonnaient la rémunération et le placement par les banques de l'épargne des ménages et des entreprises, raréfiant les investissements rentables. Les fonds monétaires se sont développés dans ce contexte de restriction financière, en proposant des fonds de placement sur les marchés monétaires, avec des retours attractifs en raison du différentiel important entre les taux du marché libre et les taux encadrés proposés par les banques. De 300 000 dollars en

1971, les fonds sous gestion sont passés à 390 millions de dollars en 1974 et à 930 millions en 1978 – représentant néanmoins toujours moins de 1 % de l'épargne américaine. La tendance s'est accélérée, à partir de 1979, avec 44,3 milliards de dollars investis, soit 6 % de l'épargne américaine. En 1989, ces fonds atteignaient 432,8 milliards (30 % de l'épargne) et 1 480 milliards (63 %) en 1999. Le pic fut atteint en 2001 avec 2 140 milliards investis en fond monétaires, représentant 77 % de l'épargne totale. Depuis la crise de 2008, cette proportion a décliné, pour atteindre 28 % en janvier dernier. Malgré ce retournement, les fonds monétaires restent aux États-Unis une véritable concurrence aux placements bancaires.

« Les trois journalistes de *Caijing* n'hésitent pas à qualifier la finance en ligne de "Terminator" de la finance classique. »

En comparaison, en Chine, les fonds monétaires représentent 900 milliards de yuans en 2014, soit moins d'1 % des dépôts bancaires. Néanmoins, selon l'auteur, le cas chinois ressemble doublement au cas américain : tout d'abord, aux États-Unis comme en Chine, l'explosion des fonds monétaires est venue de l'entrée sur le marché d'intermédiaires proposant des produits financiers innovants. Ensuite, ces fonds sont nés dans un contexte de contrôle des taux, et de décalage entre taux de marchés et taux bancaires. Cette disparité se retrouve aujourd'hui en Chine, et offre une opportunité de taille en termes de placement, motivant le développement de fonds monétaires. Si l'on s'en réfère à l'exemple américain, le marché des fonds monétaires chinois a encore de beaux jours devant lui et pourrait bien atteindre, selon l'auteur, entre 30 000 milliards à 50 000 milliards de yuans, Internet accélérant d'autant le phénomène en améliorant son accessibilité.

L'émergence de Yu'e Bao pourrait donc

⁵¹ Yu'e Bao investit aujourd'hui ses fonds à 93 % dans des contrats de dépôt sur le marché interbancaire, à 5,3 % en dette d'État à court-terme et en obligations notées AAA, et le reste en cash, ce qui n'est pas très différent des placements proposés par les autres fonds monétaires.

selon l'auteur venir bouleverser la structure du secteur financier. En effet, dans l'exemple américain, les fonds monétaires ont, malgré la levée progressive des restrictions sur les taux bancaires, continué à accaparer une partie de l'épargne. Une redistribution des clients et des services s'est alors opérée entre les deux secteurs : les entreprises les mieux notées se sont tournées pour leur financement de court terme vers les fonds monétaires plutôt que vers les banques, celles-ci conservant des activités de prêt à plus haut risque, aux particuliers et aux entreprises de petite et moyenne taille. Si le même processus se produit en Chine, le secteur financier traditionnel s'en trouvera radicalement bouleversé.

Risques et supervision de la finance sur Internet

Selon Chen Long, Yu'e Bao est donc une innovation de taille, d'autant qu'elle semble présenter des gages de sécurité : comme tous les fonds monétaires, ses avoirs sont placés dans des actifs peu risqués, mais surtout, dans le cas de Yu'e Bao, près de 93 % des fonds sont investis en contrats de dépôts bancaires. Ainsi, Yu'e Bao n'est véritablement exposé qu'en cas de faillite bancaire de grande ampleur. Par ailleurs, Yu'e Bao est peu exposé à une crise de liquidité (un *bank run* en ligne) puisque ses investissements sont principalement de très court terme, et l'épargne de ses souscripteurs est captive pour au moins 7 jours selon les règles d'utilisation d'Alipay. Toutefois, avec une réforme progressive du marché financier, Yu'e Bao devrait diversifier ses investissements, vers des produits relativement plus lucratifs – dans la limite du marché monétaire – et donc plus risqués. C'est à ce moment là, nous dit l'auteur, que le risque pourrait augmenter. Il faudra donc instaurer une régulation plus stricte du marché des fonds monétaires⁵² - qui est moins régulé

⁵² Depuis la publication de l'article de Chen Long,

qu'aux États-Unis par exemple. Mais l'auteur nous dit qu'il ne faut pas chercher à réguler par la mise en place de réserves obligatoires⁵³ (sur le modèle des banques), mais plutôt en imposant, comme aux États-Unis, des conditions sur les types et la diversité des investissements, et sur la durée maximale et moyenne de ceux-ci.

Pour Chen Long, finalement, c'est surtout les marchés du P2P ou du *crowdfunding* qu'il faudra réguler, car ils sont par nature plus risqués. Il est rejoint par Zong et Xiong, qui rappellent les nombreuses faillites P2P de 2012 (天利贷 – Tianli Dai, 网赢天下 – Wangying Tianxia, 东方创投 – Dongfang Chuangtou)⁵⁴.

En guise de conclusion, Sheng Hong note que, même si de nombreux risques existent dans le secteur financier en ligne, soit liés à la nature du système bancaire, soit inhérents à Internet, le développement de la finance en ligne est une bonne chose pour l'économie et le secteur

la China Banking Regulatory Commission (CBRC) a annoncé publiquement qu'elle souhaitait que le secteur de la finance en ligne soit très strictement régulé, pour limiter les risques financiers complexes liés au secteur, mais aussi pour éviter l'utilisation de ces plate-formes pour des activités illégales. Voir: <http://m.hexun.com/content.php?ref=1100&id=164680688>.

⁵³ Depuis la publication de l'article de Chen Long, le gouvernement chinois a annoncé, par l'intermédiaire de Sheng Songcheng, directeur du département des statistiques de la Banque centrale, que les dépôts effectués dans le cadre des fonds monétaires devraient être soumis à des conditions de taux de réserves obligatoires, taux actuellement fixé à 20 % pour les grandes institutions financières. Voir : <https://mnews.marketnews.com/content/chinas-popular-internet-funds-be-hit-rrt-press>.

⁵⁴ A ce propos, les instances chinoises de régulation bancaire viennent d'annoncer qu'elles comptaient se lancer dans la définition d'un cadre réglementaire plus strict pour le secteur du prêt P2P. Pour plus d'information, voir : <http://english.caixin.com/2014-05-30/100684772.html>.

financier chinois : il permet une libéralisation plus rapide et un « approfondissement » (深化, *shenhua*) du système financier. C'est pourquoi tout effort de régulation devrait être limité et prendre en considération le fait que le secteur des entreprises sur Internet est porteur d'un potentiel énorme de croissance pour l'économie chinoise.



5. Cybersécurité et relations internationales

CAMILLE LIFFRAN

SOURCES :

- Jiang Li⁵⁵, Zhang Xiaolan⁵⁶, Yu Feibiao⁵⁷, « Les impasses de la coopération internationale en matière de cybersécurité et leurs solutions », *Xiandai guoji guanxi - Relations internationales contemporaines*, n° 9, 2013, p. 52- 58.
- Tan Youzhi⁵⁸, « La gouvernance mondiale du cyberspace : tendance internationales et voie chinoise », *Shejie jingji yu zhengzhi - Politique et économie mondiale*, n° 12, 2013, p. 25- 42.

⁵⁵ Jiang Li est professeur à l'institut du Siècle de l'université des télécommunications de Pékin. Ses recherches portent sur la cybersécurité et l'industrie électronique.

⁵⁶ Zhang Xiaolan est professeur à l'université des relations internationales de Pékin. Elle est spécialiste des stratégies de sécurité nationale.

⁵⁷ Yu Feibao est chercheur au China Institutes of Contemporary International Relations (CICIR), établi à Pékin et placé sous la supervision du ministère de la Sécurité de l'État. Yu Feibao s'est spécialisé dans l'étude des questions de sécurité internationale.

⁵⁸ Tan Youzhi est professeur à l'institut de relations internationales de l'université de commerce international et d'économie de Pékin.

- Lang Ping⁵⁹, « Cybersécurité : nouvelles rivalités et nouveaux défis », in « Rapport sur la sécurité et la gouvernance mondiale 2014 », *Guoji xingshi huangpishu - Livre jaune sur la situation internationale*, p. 266-283.

L'accroissement sans précédent des attaques perpétrées sur Internet ces dernières années ont propulsé la question de la « cybersécurité » (网络安全, *wangluo anquan*) au cœur des préoccupations de la communauté internationale. Entre 2012 et 2013, les cyberattaques à travers le monde auraient augmenté de près de 42 %⁶⁰, tandis que l'ampleur de ces intrusions et leurs conséquences, notamment en termes de pertes économiques, se seraient considérablement accrues. Par ailleurs, la multiplication des scandales relatifs à des actes, réels ou supposés, de cyberespionnage interétatique, notamment les révélations de la société américaine Mandiant en février 2013⁶¹ ainsi que celles d'Edward Snowden⁶², ont

engendré de vives tensions diplomatiques sur la scène internationale, faisant croître les inquiétudes quant à la menace d'un « cyberconflit » (网络战争, *wangluo zhan*). C'est dans ce contexte et sous l'impulsion des États-Unis⁶³ que de nombreux pays ont été amenés à accorder une plus grande place à la cybersécurité dans leur stratégie de politique étrangère et à s'engager dans une « course aux armements » (军备竞赛, *junbei jingsai*) dans le domaine du cyberespace. En même temps, les différents acteurs de la scène internationale n'ont cessé d'invoquer la nécessité de coopérer activement sur le terrain de la sécurité virtuelle afin de mettre en œuvre une « gouvernance globale du cyberespace » (网络全球治理, *wangluo quanqiu zhili*)⁶⁴.

Security Agency, NSA), à partir de juin 2013, sur l'existence des programmes Prism et Xkeyscore, des programmes d'espionnage à grande échelle mis en œuvre par la NSA et visant à « récolter » les communications échangées dans le monde entier à travers les réseaux électroniques et téléphoniques. Un certain nombre d'institutions étrangères, y compris les institutions européennes, des ambassades et les locaux de l'ONU, auraient été l'objet de ces écoutes. Ces révélations ont provoqué un tollé au niveau international et ont suscité de fermes condamnations de la part des gouvernements étrangers.

⁵⁹ Lang Ping est chercheur du laboratoire de politique et d'économie de l'Académie chinoise des sciences sociales, spécialiste des questions d'économie politique internationale.

⁶⁰ Ces statistiques, mentionnées par Lang Ping, sont issues d'un rapport sur les cybermenaces publié en avril 2013 par l'entreprise américaine Symantec (« Internet Security Threat Report 2013 »).

⁶¹ La société Mandiant a révélé dans un rapport publié en février 2013 qu'un grand nombre de cyberattaques perpétrées à l'encontre des États-Unis était l'œuvre de hackers chinois susceptibles d'être en lien avec l'armée de Chine populaire. Les cyberpirates chinois auraient espionné et volé les données confidentielles d'au moins 141 entreprises et institutions américaines. Ces révélations ont été à l'origine de nombreuses tensions entre la Chine et les États-Unis et ont donné lieu à un vigoureux débat aux États-Unis sur la menace, réelle ou supposée, constituée par la cyberpuissance chinoise.

⁶² L'affaire Snowden désigne les révélations faites à la presse par Edward Snowden, un ancien consultant de l'Agence de sécurité nationale américaine (National

⁶³ On peut notamment se référer aux propos du président des États-Unis définissant les cybermenaces comme l'« un des plus grands défis posés à la sécurité des États et au développement économique du XXI^e siècle », ainsi qu'à la création, en mai 2009, du Cyber Security Office et à la publication, en mai 2011, d'une « stratégie internationale pour le cyberespace ». Pour plus d'information, voir : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-securing-our-nations-cyber-infrastructure>.

⁶⁴ Comme le rappelle Tan Youzhi, la question de la gouvernance mondiale est devenue un enjeu surtout à partir de 1989. Ce dernier la définit comme un processus, ou encore une interaction continue, mis en œuvre par diverses catégories d'acteurs comme les pays souverains, les organisations internationales gouvernementales ou non gouvernementales, visant à harmoniser les intérêts divergents et à éviter les conflits à travers des mécanismes de coopération et d'entraide.

Les accords de coopération conclus entre les États et au sein d'organisations territoriales ou internationales telles que l'Union européenne ou l'Otan se sont ainsi multipliés ces dernières années.

Les autorités chinoises semblent également avoir pris la mesure des enjeux actuels du cyberspace. L'émergence de la Chine en tant que « cyberpuissance » (网络大国, *wangluo daguo*)⁶⁵ a incité le gouvernement à investir plus activement le champ international de la cybersécurité, notamment à partir du XVIII^e Congrès du Parti, en décembre 2012. Devenue un nouvel enjeu de puissance, la question de la cybersécurité a été l'objet de nombreuses analyses dans les sphères médiatique et académique chinoises. La plupart des experts se font l'écho des positions officielles tout en tâchant d'analyser avec recul et objectivité la situation internationale, et notamment en évitant de verser dans un antiaméricanisme outrancier. Les auteurs des articles sélectionnés proposent avant tout d'analyser les multiples obstacles à la mise en place d'une coopération internationale efficace en matière de cybersécurité, prônant la mise en œuvre d'une gouvernance mondiale équilibrable du cyberspace. Ils s'interrogent également sur les éventuelles réponses à apporter aux défis que pose la cybersécurité.

Une coopération internationale lacunaire

Si, comme le rappelle Tan Youzhi, la gouvernance mondiale du cyberspace est devenue « une requête universelle et une attente commune » (一种普遍诉求与共同期待, *yi zhong pubian suqiu yu gongtong qidai*), les spécialistes chinois soulignent unanimement le caractère limité et superficiel du développement de la coopération

⁶⁵ D'après un rapport publié en juillet 2013 par le Centre d'information sur le réseau Internet chinois (CNNIC), la Chine comptait en 2013 plus de 590 millions d'internautes.

internationale en matière de cybersécurité. Jiang Li, Zhang Xiaolan et Yu Feibao estiment à ce titre que celle-ci n'est actuellement qu'une « coquille vide » (虚多实少, *xu duo shi shao*). Tout d'abord, le niveau de coopération reste faible. Ensuite, de nombreuses questions clefs comme le cyberespionnage ou la cybersécurité militaire sont écartées des discussions bilatérales, tandis que la plupart des mécanismes et des instances internationales de coopération telles que l'ITU⁶⁶ ou l'ICANN⁶⁷ se limitent au seul domaine technique. En outre, l'efficacité de la coopération est, selon Jiang, Zhang et Yu, « loin d'être idéale » (不甚理想, *bu shen lixiang*). Elle est notamment confrontée à certaines divergences idéologiques entre les États – y compris entre les membres de l'Union européenne – et à la volonté des États de préserver leur « cybersouveraineté » (网络主权, *wangluo zhuquan*).

Mais, surtout, l'efficacité de la coopération est limitée par la compétition intense qui règne au sein du cyberspace entre les différents acteurs internationaux. Reflet de la logique de relations internationales, Internet est en effet devenu le terrain d'une âpre lutte d'influence pour le « cyberpouvoir » (网络权力, *wangluo quanli*), compris à la fois en termes militaire et stratégique, mais aussi en tant que soft power (软实力, *ruan shili*). Jiang Li, Zhang Xiaolan et Yu Feibao évoquent même la possibilité d'une « cyberguerre froide » (网络冷战, *wangluo lengzhan*). Les auteurs distinguent en effet très clairement une compétition numérique impliquant « une superpuissance et deux grands camps »

⁶⁶ L'ITU (International Telecommunication Agency) est une agence spécialisée de l'ONU en charge de la coordination et de la réglementation des technologies de l'information et de la communication dans le monde.

⁶⁷ L'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers) est une société américaine en charge de l'administration des ressources numériques d'Internet et en particulier de l'attribution des noms de domaine.

(超多强, 两大阵营, *yi chaoduoqian, liang da zhenying*) : les États-Unis, qui jouissent d'une « position hégémonique » (霸权地位, *baquan diwei*) au sein du Web mondial et qui auraient, selon Tan Youzhi, atteint un « niveau quasi hystérique » (几近癫狂的地步, *jijin diankuang de dibu*) en matière de cybersécurité ; les pays développés, alliés de l'« Oncle Sam » ; et le camp des pays émergents qui peinent à faire entendre leur voix. Selon les auteurs, la répartition actuelle de la cyberpuissance dans le monde correspond donc à celle de la puissance réelle depuis la fin de la Guerre froide, et le déséquilibre des forces est présenté comme un obstacle fondamental à l'avènement d'une véritable gouvernance mondiale du cyberspace.

De manière générale, Tan Youzhi estime que le cyberspace reste un « territoire inexploré qui n'est pas régi par des normes communes »⁶⁸. Cette absence de gouvernance ne fait que renforcer, à ses yeux, le « fossé numérique » (数字鸿沟, *shuzi honggou*) qui sépare les pays développés des autres. Les autres auteurs ne sont pas davantage optimistes, même s'ils se montrent moins catégoriques. Lang Ping suggère ainsi que l'importance des lacunes de la coopération sur le plan de la cybersécurité s'explique avant tout par le caractère assez récent de cette problématique. Par ailleurs, le chercheur relativise les risques de la compétition cybernétique en écartant la possibilité d'une cyberguerre ouverte. Il considère en effet que les tensions se rapportent surtout à la sécurité économique et que, en ce sens, « les conflits restent dans un cadre contrôlable »⁶⁹.

⁶⁸ 一个没有形成全球共同规范的未知领域, *yi ge meiyou xingcheng quanqiu gongtong guifan de weizhi lingyu*.

⁶⁹ 这些冲突都会停留在可控的范围内, *zhe xie*

Toutefois, il convient d'être vigilant. « Si aucune avancée n'est faite, par exemple pour établir des normes de l'Internet, le monde numérique fera très certainement face à un risque de désintégration »⁷⁰. En ce sens, la nécessité de favoriser la coopération mais surtout de repenser le modèle de gouvernance d'Internet apparaît comme un « devoir urgent » (迫切任务, *poqie renwu*).

Fonder un nouveau modèle de gouvernance du cyberspace

Les modèles de gouvernance actuels ne semblent pas, en effet, satisfaire les auteurs. D'après Jiang Li, Zhang Xiaolan et Yu Feibao, le modèle américain, fondé sur la « théorie de la stabilité hégémonique » (霸权稳定论, *baquan wending lun*), consiste à réformer le système

afin de maintenir à tout prix le leadership américain. Or, ce système irait « à l'encontre de la justice et de l'égalité internationales » (违国际公平正义, *wei guoji gong ping zhengyi*), et présenterait un « caractère instable et éphémère » (不稳定性, 不可持续性, *bu wending xing, bu ke chixu xing*). Le modèle européen, qui vise quant à lui à renforcer les mécanismes existants, est également inopérant dans le sens où il est fondé sur les « valeurs occidentales » (西方价值, *xifang jiazhi*) et ne peut donc être transposé au monde entier. Enfin, le modèle de gouvernance proposé par les pays émergents, qui serait fondé sur un partage plus juste et plus équitable des ressources numériques et des

chongtu dou hui tingliu zai kekong de fanwei nei.

⁷⁰ 如果不能在制定互联网标准等方面取得进展, 互联网世界很可能面临崩离析的风险, *ruguo bu nenggou zai zhiding hulianwang biao zhun deng fengmian qude jin zhan, hulianwang shejie hen keneng hui mianlin fenben glixixi de feng xian.*

droits de gouvernance, apparaît aux yeux des auteurs davantage respectueux des principes de l'ONU et de l'indépendance et de la souveraineté de chaque pays. Toutefois, si les experts tendent à soutenir ce modèle à demi-mot, ils estiment que ce dernier est difficile à adopter dans la mesure où il manque de légitimité aux yeux des autres partenaires internationaux.

Face à cette « impasse » (僵局, *jiangju*), il apparaît urgent, pour les différents chercheurs chinois, de dépasser les antagonismes et d'élaborer progressivement un nouveau modèle de gouvernance fondé sur « le respect et la confiance mutuelle » (互相尊重, 包容互信, *huxiang zunzhong, baorong huxin*). Lang Ping et Tan Youzhi invoquent la nécessité de réévaluer les concepts traditionnels de gouvernance, inadaptés, selon Tan Youzhi, aux caractéristiques même d'Internet. Il convient par ailleurs de prendre en compte le bouleversement en cours de l'équilibre traditionnel des forces, marqué par l'émergence de nouvelles puissances comme la Chine.

La stratégie chinoise de cybersécurité, un enjeu du *soft power* chinois

La Chine aurait en effet, selon Jiang, Zhang et Yu, un rôle à jouer dans la promotion d'une « gouvernance commune et profitable à tous de l'Internet mondial » (全球网络的共享共治, *quanqiu wangluo de gongxiang gongzhi*). Les spécialistes mettent en avant le fait que la Chine doit, en urgence, déployer activement sa stratégie de cybersécurité. Tan Youzhi se montre pessimiste vis-à-vis de la situation actuelle. La Chine est, selon lui, « un pays au développement tardif » (后起之国, *houqi zhiguo*) sur le terrain de la cybersécurité. Ce n'est en effet qu'en mars 2011, à l'occasion de la publication du Livre blanc de la défense chinoise 2010, que la sécurité numérique a été inscrite dans le cadre de la

politique extérieure. En outre, ce retard est en partie responsable de la « mauvaise réputation » (污名化, *wu minghua*) de la Chine qui, faute de dispositions vigoureuses, n'a d'autre choix que d'être « celui qu'on accuse de tort à la place des autres »⁷¹.

Dans ce contexte, il semble impératif selon Jiang, Zhang et Yu d'élaborer une « stratégie macroscopique » (宏观战略, *hongguan zhanlue*) de sécurité visant à compléter les dispositifs institutionnels, en particulier dans les champs législatif et réglementaire, et à renforcer les capacités d'innovation technologique du pays. Jiang Li, Zhang Xiaolan et Yu Feibao estiment que l'accent doit être mis, non pas sur le cyberarmement, mais sur le développement du *soft power* numérique chinois à travers le développement industriel et scientifique. Enfin, un autre volet de la stratégie chinoise concerne le renforcement d'une coopération internationale flexible et pragmatique qui ne s'inscrit pas dans une lutte d'influence idéologique. Dans cette optique, il s'agit donc naturellement de renforcer les liens à la fois avec la Russie, le partenaire stratégique de la Chine en matière de cybersécurité, mais aussi avec les États-Unis. En dépit des vives tensions avec son principal rival, l'édification d'une relation de confiance mutuelle est présentée comme tout à fait primordiale, voire « inévitable » (必不可小的, *bi bu ke xiao de*).

En définitive, ces positions restent assez fidèles aux orientations officielles et présentent un caractère quelque peu consensuel. L'intégration de la cybersécurité dans le champ des relations internationales étant encore relativement récent, il est sans doute trop tôt pour faire apparaître des opinions plus divergentes sur la question en Chine. Il est possible, en outre, de s'interroger sur le

⁷¹ 无辜的“被告”带人受过, *wugu de “beigao” dairen shouguo*.

nouveau modèle de gouvernance international du cyberspace sur lequel s'expriment avec emphase les experts chinois car, finalement, ces derniers n'en précisent pas réellement les contours ; ils se contentent plutôt d'encourager la Chine à se mettre au diapason dans le domaine du cyber.

TAÏWAN

6. Les étudiants dans la rue pour défendre la démocratie taïwanaise

TANGUY LEPESANT

SOURCES :

- Hsieh Chun-man⁷², « L'inquiétude et la colère de la jeunesse », *Jin Zhoukan – Business Today*, n° 902, 7-13 avril 2014, p. 22.
- Éditorial, « Adieu à la vieille politique », *Yi Zhoukan – Next Magazine*, n° 670, 27 mars 2014, p. 1.
- Éditorial, « Les fruits du mouvement étudiant des tournesols⁷³ », *Yi Zhoukan – Next Magazine*, n° 671, 3 avril 2014, p. 1.

Le 17 mars 2014, le Kuomintang tentait une nouvelle fois de court-circuiter la procédure d'examen parlementaire de l'accord sur la libéralisation du commerce des services signé avec la Chine⁷⁴. Alors qu'aucun article n'avait

⁷² Hsieh Chun-man est le rédacteur en chef de *Business Today*.

⁷³ Le tournesol est rapidement devenu l'emblème du mouvement étudiant contre l'accord sur la libéralisation du commerce des services entre Taïwan et la Chine.

⁷⁴ Pour plus d'informations sur cet accord, voir : Tanguy Lepesant, « L'ouverture des services aux investissements réciproques : quel impact pour les échanges culturels entre les deux rives ? »,

encore pu être discuté par le comité chargé de cet examen en première lecture, chacune de ses réunions ayant été le théâtre de vives altercations entre les partis de la majorité et de l'opposition, son président, le député Chang Ching-chung, déclarait que la procédure était terminée et que le texte de l'accord serait soumis au vote en séance plénière le 21 mars. Ce passage en force a déclenché une réaction des groupes d'étudiants qui manifestaient déjà à l'extérieur depuis le matin. Le 18 mars au soir, ces derniers pénétraient dans le Parlement. L'occupation a duré plus de trois semaines, jusqu'au 10 avril. Les quelque trois cents étudiants retranchés à l'intérieur du Parlement ont été rapidement rejoints par plusieurs dizaines de milliers d'autres, venus de toute l'île pour empêcher leur évacuation par les forces de l'ordre, participer au *sit-in* pacifique qui s'est organisé jour et nuit dans les rues avoisinantes, et appuyer les demandes des dirigeants du mouvement. Ces derniers exigeaient la fin des pratiques non démocratiques du gouvernement, le retrait de l'accord controversé et le vote de lois contraignant l'exécutif à soumettre systématiquement tout accord signé avec la Chine à une procédure de contrôle parlementaire. Les auteurs cités ici s'interrogent sur les causes et la signification de cette mobilisation étudiante sans précédent dans l'histoire de Taïwan, aussi bien par son ampleur que par sa durée.

Hsieh Chun-man, qui s'est rendu à la manifestation du 30 mars – point culminant de la mobilisation contre l'accord – pour « être témoin de ce moment historique » (見證這歷史的一刻, *jianzheng zhe lishi de yi ke*), se dit tout d'abord très impressionné par l'ampleur de la manifestation qui a réuni 500 000 personnes pour protester contre l'accord sur les services et la « boîte noire » (黑箱, *heixiang*) dans laquelle il a été négocié.

China Analysis, n° 44, août 2013.

Il juge de façon très positive le caractère pacifique et maîtrisé de cette manifestation qui « a révélé la force du peuple » (展現公民力量, *zhanxian gongmin liliang*). Selon lui, les espoirs suscités par le mouvement étudiant devraient éviter à Taïwan de subir une « hongkongisation » (香港化, *xiangganghua*).

Hsieh Chun-man s'interroge ensuite sur l'arrière-plan du mouvement et sur les facteurs qui ont pu déclencher une telle mobilisation de la jeunesse taïwanaise. Il explique que, pour répondre à cette question, la rédaction de *Business Today* a décidé de lancer une enquête sur les inquiétudes et le fort mécontentement qui animent cette génération. Le sondage⁷⁵ qui en a résulté montre que 61,5 % des jeunes interrogés ont une vision pessimiste de leur avenir et que les quatre cinquièmes estiment que la société taïwanaise n'est pas juste envers eux. Ils s'inquiètent particulièrement des bas salaires, du prix élevé de l'immobilier et du chômage. Inquiétudes accrues par la perspective de l'ouverture du secteur des services aux investisseurs de Chine populaire qui pourront venir s'installer à Taïwan avec un nombre limité d'employés chinois et leurs familles. Cela, alors que la « plaie du salaire à 22 K »⁷⁶ (二十二K魔咒, *er shi er K mozhou*) oblige déjà les jeunes à se serrer la ceinture. Hsieh Chun-man prend ensuite l'exemple de sa nièce, qui n'a pas à rougir de son diplôme mais qui, après trois ans sur le marché du travail, ne gagne que 25 000 dollars taïwanais (environ 600 euros).

⁷⁵ Ce sondage a été réalisé auprès de 1 196 personnes âgées de 20 à 35 ans, entre le 28 mars et le 1^{er} avril.

⁷⁶ « 22K » signifie 22 000 dollars taïwanais. Cette somme correspond au salaire proposé par un grand nombre d'entreprises taïwanaises aux jeunes diplômés détenteurs d'une licence. Au printemps 2013, le salaire moyen lors de la première embauche était de 26 722 dollars taïwanais, soit un peu moins que ce qui était proposé en 1999 (27 462 dollars). Au cours de la même période, l'inflation a été d'environ 1 % en moyenne annuelle.

Une fois déduits le loyer et les mensualités de son emprunt étudiant, il ne reste plus grand-chose, ce qui l'oblige à vivre en faisant attention à la moindre de ses dépenses. Hsieh souligne ensuite le fait que sa nièce n'est pas une exception ; au contraire, son cas est représentatif de cette jeune génération qui « devra choisir entre vivre de façon frugale ou s'expatrier » (要不省吃儉用, 要不就選擇出走海外, *yaobu sheng chi jian yong, yaobu jiu xuanze chuzou haiwai*).

L'éditorial se termine en interpellant la génération qui est actuellement aux commandes de Taïwan. Si les parents des étudiants descendus dans la rue ne veulent pas voir leurs enfants partir à l'étranger, en quête de meilleures conditions de vie, et « se retrouver à vieillir seuls » (當我們老了, 就只能孤單過生活, *dang women laole, jiu zhi neng gudan guo shenghuo*), ils doivent entendre leur mécontentement et leurs inquiétudes. Les dirigeants politiques doivent répondre à ces inquiétudes et être prêts à engager des réformes de grande ampleur.

Le premier des deux éditoriaux de *Next Magazine* s'arrête lui aussi sur les racines du mouvement étudiant, mais en centrant plus spécifiquement son analyse sur les facteurs politiques. Paru une dizaine de jours après le début de l'« occupation pacifique du Parlement » (和平佔領立法院, *heping zhanling lifayuan*), il revient dans un premier temps sur la réaction du gouvernement de Ma Ying-jeou. Au lieu de répondre aux « demandes fondées » (理性訴求, *lixing suqiu*) des étudiants, celui-ci a tenté de les discréditer en dénonçant leurs « comportements violents » (暴力行為, *baoli xingwei*), en insistant sur « l'importance de l'État de droit » (法治的重要, *fazhi de zhongyao*) et en affirmant que, « sans l'accord sur les services, Taïwan n'aurait pas d'avenir » (沒有服貿協議台灣就沒有明天, *meiyou fumao xieyi, Taiwan jiu meiyou mingtian*). Selon l'éditorial, la gestion calamiteuse de la crise par Ma Ying-jeou

a incité la faction radicale du mouvement étudiant à prendre d'assaut et à occuper le siège du gouvernement dans la nuit du 23 au 24 mars. *Next Magazine* estime que, si cette action n'est pas acceptable et que l'usage de la force pour évacuer les manifestants revêt une certaine légitimité, il est cependant parfaitement compréhensible que les étudiants aient perdu patience après être restés sans réponse du gouvernement pendant six jours. Face à « l'arbitraire et à l'incompétence du Président » (總統無能而專橫, *zongtong wuneng er zhuanheng*), au « comportement déplorable des partis de l'opposition » (在野黨表現可悲, *zaiyedang biaoixian kebei*) et à l'incapacité du Parlement à jouer son rôle, le magazine pense que les étudiants ont eu raison de se résoudre à prendre les choses en main en se « substituant à des adultes impuissants » (做了大人做不到的事, *zuole daren zuo bu dao de shi*). Car, sans eux, l'accord sur les services aurait été adopté, ce qui aurait porté un nouveau coup à la démocratie et l'État de droit à Taïwan.

En effet, *Next Magazine* considère que le non-respect par le gouvernement des procédures d'examen et d'adoption de l'accord sur les services s'inscrit dans la continuité d'une inquiétante dérive qui remet en cause le principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs, principe déjà violé lorsque Ma Ying-jeou a tenté, sans succès, de se « débarrasser » du président du Parlement, Wang Jin-pyng, lors de la « lutte politique de septembre » 2013 (九月政爭, *jiuyue zheng zheng*)⁷⁷. Pour le magazine, Ma est prompt à parler d'État de droit, mais « il ne respecte pas l'esprit du gouvernement constitutionnel » (無視於憲政精神, *wushi yu xianzheng jinshen*) et « il ne respecte par la légalité des procédures » (無視於程序正義, *wushi yu chengxu zhengyi*). La façon dont il a voulu faire adopter l'accord

⁷⁷ Voir : Tanguy Lepesant, « Un abus de pouvoir présidentiel à Taïwan ? », *China Analysis*, n° 46, décembre 2013.

sur les services « constitue la preuve la plus évidente de l'arrogance et de l'autoritarisme du gouvernement de Ma »⁷⁸. Celui-ci a d'abord négocié dans le plus grand secret avant d'envoyer l'accord signé au Parlement pour simple information. Confronté à de vives protestations, il a ensuite accepté que ce dernier procède à un examen de l'accord, mais sans l'autoriser à en modifier le contenu et en le sommant d'adopter le texte rapidement.

Pour *Next Magazine*, au-delà de la protestation contre l'illégalité de la procédure d'adoption de l'accord sur les services, c'est surtout parce que le Parlement et les partis politiques les ont terriblement déçus et qu'ils sont outrés par le comportement de Ma Ying-jeou que les jeunes se sont mobilisés en masse pour défendre la démocratie taïwanaise. L'éditorial conclut en affirmant que les étudiants se sont engagés sur la bonne voie, bien que le chemin de l'approfondissement des pratiques démocratiques soit semé d'embûches. Ils « sont le futur de Taïwan, leur courage, leur enthousiasme et leur idéalisme sont l'espoir de Taïwan. Ce mouvement étudiant révolutionne la politique, laissant derrière lui les vieilles pratiques et en apportant de nouvelles »⁷⁹. Publié une semaine avant la fin de l'occupation du Parlement, le deuxième éditorial de *Next Magazine* tente d'en dresser un bilan.

⁷⁸ 最足以彰顯馬政府的傲慢與專斷, *zui zuyi zhangxian Ma zhengfu de aoman yu zhuanduan*.

⁷⁹ 大學生是台灣的未來, 他們的勇氣、熱情和理想是台灣的希望, 這場學運揮別了老政治, 帶來新政治的契機, *daxuesheng shi Taiwan de weilai, tamen de yongqi, reqing he lixiang shi Taiwan de xiwang, zhe chang xuexun huibie le lao zhengzhi, dailai xin zhengzhi de qi*.

Les deux premiers paragraphes font l'éloge de la capacité d'organisation démontrée une nouvelle fois par les dirigeants du mouvement à l'occasion de la gigantesque manifestation du 30 mars. Comme le *Business Today*, *Next Magazine* s'oppose aux accusations du gouvernement et des médias les plus proches du pouvoir, qui ont tenté de faire passer les manifestants pour des « émeutiers » (暴民, *baomin*) alors qu'ils sont toujours restés pacifiques : « réunissant une foule de 500 000 manifestants et leur faisant quitter les lieux en trente minutes une fois la protestation terminée (...) sans laisser de débris derrière eux, les T-shirts noirs⁸⁰ ont ainsi montré la force du peuple, bouleversé l'environnement politique de Taïwan et redéfini le positionnement des deux rives du détroit (...) »⁸¹.

Pour le magazine, le mouvement étudiant des tournesols a eu des effets positifs dans quatre domaines. Sur le plan économique, il a contribué à mettre en lumière les « avantages et les inconvénients » (利弊得失, *libi desh*) de l'accord sur le commerce des services. De façon plus générale, il a mis l'accent sur la répartition inégale des richesses qui accompagne la mondialisation et la

⁸⁰ L'expression « T-shirts noirs » fait référence à la couleur des vêtements portés par les manifestants le 30 mars.

⁸¹ 五十萬人的群眾運動, 結束三十分鐘後全部離開(...)現場不留下垃圾, 黑衫軍展現台灣的公民力量, 撼動台灣的政治生態, 重新界定兩岸座標, *wu shi wan ren de qunzhong yundong, jieshu sanshi fenzhong quanbu likai (...) xianchang bu liu xia laji, heishan jun zhanxian Taiwan de gongmin lilian, handong Taiwan de zhengzhi shengtai, chongxin jieding liang'an zuobiao*.

« Le non-respect des procédures d'examen et d'adoption de l'accord s'inscrit dans la continuité d'une inquiétante dérive qui remet en cause le principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs. »

libéralisation des échanges, « donnant une coloration de gauche » (有左翼色彩的成分, *you zuo yi secai de chengfen*) à ce mouvement alors que ceux qui l'avaient précédé s'étaient essentiellement concentrés sur le respect de la démocratie et des droits de l'homme. Sur le plan politique, il a pointé du doigt la crise traversée par la démocratie taïwanaise, combinaison de l'autoritarisme grandissant de Ma Ying-jeou, de l'affrontement destructeur des partis politiques et de l'impuissance du Parlement, les députés de la majorité étant aux ordres du gouvernement et l'opposition incapable de réagir efficacement. Dans le domaine des relations Taiwan-Chine, le mouvement a dénoncé la nature problématique du cadre dans lequel s'opère le rapprochement des deux rives. Les négociations se font en effet de parti à parti, entre le Kuomintang et le Parti communiste chinois, sans que ni la population ni le pouvoir législatif ne puissent exercer un quelconque droit de regard. De plus, les accords signés tels que celui sur le commerce des services ne profitent en définitive qu'à un certain nombre de groupes d'affaires et de politiciens dont les activités s'étendent de part et d'autre du détroit, mais pas à la population taïwanaise dans son ensemble.

Cependant, face à ces menaces, le magazine estime que tout espoir n'est pas perdu car le mouvement des tournesols est aussi révélateur du renforcement progressif de la société civile taïwanaise. Les étudiants ont notamment pu bénéficier de l'expérience accumulée par de nombreuses organisations non gouvernementales au cours de leurs luttes précédentes. Ces associations leur ayant prêté main-forte, le mouvement d'occupation du Parlement a permis la convergence et la diffusion de ces expériences au sein des composantes les plus jeunes de la société civile. Les étudiants ont aussi montré la puissance mobilisatrice tirée de leur capacité à utiliser Internet et les réseaux sociaux. Pour

Next Magazine, tant que la société civile continuera de se renforcer, la bataille pour la démocratie ne sera pas perdue. Les relations Taiwan-Chine devront aussi répondre à ses demandes et trouver un nouveau mode de fonctionnement plus transparent.



7. La révolte taïwanaise donne à penser en Chine

HUGO WINCKLER

SOURCES :

- Qin Qianhong⁸², « Réflexion sur quelques points importants du mouvement étudiant taïwanais », *Aisixiang*, 24 mars 2014.
- Qiao Xinsheng⁸³, « Les développements démocratiques se séparent du développement de l'État de droit », *Aisixiang*, 4 avril 2014.
- Xiao Han⁸⁴, « La frontière entre la liberté politique et les "turbulences du traité de libre-échange en matière de service" », *Aisixiang*, 2 avril 2014.
- Wen Yang⁸⁵, « Le mouvement étudiant taïwanais et le "trou noir du marxisme libéral" taïwanais », *Duowei xinwen - DW news*, 14 avril 2014.

Entre le 18 mars et le 10 avril 2014, les étudiants taïwanais sont descendus dans la

rue et ont occupé le Parlement, puis le siège de l'exécutif, pour protester contre la négociation, selon eux menée dans le secret, d'un accord de libéralisation du secteur des services entre les deux rives. Ce mouvement, surnommé le « mouvement étudiant tournesol » (太阳花学运, *taiyanghua xueyun*) serait impensable en Chine et, pourtant, la proximité oblige les intellectuels chinois à le prendre en compte.

Ces événements permettent de soulever une question intéressante : Comment les chinois du continent perçoivent-ils ce mouvement populaire, qui s'oppose à un rapprochement avec la RPC? En particulier au vu du fait que ces événements révèlent tous les risques que pourrait présenter un élargissement des libertés publiques sur le continent, et offrent des arguments en faveur du maintien d'un socialisme à la chinoise. Le pouvoir politique fait face à de fortes tensions internes, et ce mouvement étudiant réveille des craintes d'instabilité sociale chez les intellectuels chinois.

Il devient dès lors intéressant d'analyser le discours tenu par des universitaires chinois concernant ces événements. Plusieurs questions sont posées : cette révolte estudiantine peut-elle être considérée comme une expression démocratique, ou est-elle un dévoiement de celle-ci ? Est-elle une bonne chose, ou est-ce la démonstration de l'instabilité intrinsèque de toute démocratie ?

Les points de vue sélectionnés ne font pas l'objet d'un consensus, ils ont été choisis dans la mesure où ils permettaient de révéler un éventail de sentiments chinois sur les événements.

1. La démocratie comme populisme

Pour Qiao Xinsheng, le mouvement des étudiants taïwanais est la preuve que le système politique taïwanais est en train de

⁸² Professeur de droit à l'université de Wuhan.

⁸³ Directeur du centre de recherche sur la gouvernance de Zhongnan University of Economics and Law.

⁸⁴ Professeur associé à l'université de droit et de sciences politiques de Chine, Pékin.

⁸⁵ Essayiste et journaliste chinois.

somber dans le « populisme » (民粹主义, *min cui zhuyi*). Le processus normal d'une démocratie est de sanctionner par les urnes ; tout comportement contraire entraîne un accroissement « du coût de fonctionnement » (运营成本, *yunying chengben*) de la démocratie⁸⁶, avec pour conséquence de la faire chavirer soit vers un pouvoir politique autoritaire, soit vers une usurpation du pouvoir par des minorités actives. Toutefois, l'action des étudiants taiwanais indique leur impuissance à s'exprimer autrement sur la question, révélant ainsi un déficit de représentativité des instances politiques de l'île. Pour l'auteur, une démocratie dans laquelle la population ne respecte pas les formes et les structures établies par la loi perd son caractère démocratique, par l'action même du peuple, qui ne peut qu'appeler à une réaction autoritaire du pouvoir. Les événements s'inscriraient selon l'auteur dans une logique inévitable : celle d'une démocratie de partis qui engendre le populisme en raison de l'exclusion de certaines minorités, condamnées à s'exprimer par la violence.

Le système taiwanais présenterait donc deux écarts de perception : un écart entre le peuple et sa représentation, et un écart entre la volonté populaire et les besoins économiques. Finalement selon l'auteur, c'est le pouvoir qui a raison car, par son expertise, il a une connaissance plus aboutie de la question, que ne possède pas la population. En effet, une étude économique taiwanaise montrerait qu'il est nécessaire d'assurer une ouverture plus vaste aux flux économiques entre les deux rives. Les étudiants agissent car ils sont inquiets, mais cette inquiétude n'est en rien conforme aux analyses économiques et au fonctionnement du marché. L'auteur soulève l'argument suivant : si la discussion de

⁸⁶ Cet argument concernant le coût de la démocratie se retrouve souvent sous la plume d'auteurs chinois. L'idée semble être que si la démocratie à l'occidentale peut avoir des vertus, elle peut aussi avoir un coût supérieur aux avantages qu'elle procure.

l'accord s'est faite sans consultation publique, le gouvernement a consulté les principaux opérateurs économiques. D'ailleurs, si l'accord avait été négocié sans l'accord de ces derniers, il est certain que la réaction eut été autrement plus grave qu'un simple soulèvement étudiantin.

L'auteur déclare que le Chinois du continent, qui espère que l'accord sera conclu, ne peut qu'être consterné à la vue des Taiwanais, vivant pourtant dans un pays démocratique et cosmopolite, qui se révèlent incapables de respecter les formes légales pour communiquer leur message politique. L'auteur ajoute que si certains, en Chine, pourraient être tentés d'imiter les Taiwanais, la majorité de la population regarde les événements avec un « cœur glacé » (心生寒意, *xin sheng hanyi*) craignant que la démocratie populaire chinoise ne devienne à son tout un gouvernement par la violence de la rue.

2. Un régime incapable de réaction

Pour Qin Qiaohong, l'affaire est importante mais ne doit pas pour autant étonner ; elle s'inscrirait dans la logique du mouvement démocratique. L'auteur relève plusieurs points qui lui semblent importants.

D'abord, la jeunesse taiwanaise est connectée de manière continue par les réseaux sociaux. En outre, les médias taiwanais sont libres. Selon Qin, contrairement à d'autres régions du monde, le pouvoir politique à Taiwan n'a pas la possibilité de passer par un système centralisé de publication afin de diffuser dans la population l'information nécessaire à la calmer et la modérer. Cela affaiblit le gouvernement, qui est incapable d'agir afin de rétablir l'ordre, et de faire passer des mesures économiquement nécessaires.

Le deuxième point soulevé par l'auteur est la tension fondamentale et irréductible existant

dans toute démocratie entre le « formalisme » (规则思维, *guize siwei*) et l'opinion publique, qui fait que le processus électoral n'est pas un réel garant de l'expression du public : le public doit et ne peut qu'utiliser les voies établies par la loi pour s'exprimer, même si ces dernières lui apparaissent inefficaces. En résumé, l'auteur met en avant les dangers intrinsèques que présente une démocratie dans un État moderne : la très grande connexion des individus, l'irréductible tension entre le formalisme démocratique, le rythme des élections et l'incessant changement de l'opinion publique créent un système potentiellement instable et pouvant sombrer aisément dans le populisme.

3. Droit pénal et démocratie

Xiao Han débute son article en rappelant un fait divers datant de 2001 : un ressortissant chinois, Feng Jinhua, avait inscrit le mot « meurt » (该死, *gaisi*) sur un ornement du mémorial de Yasukuni, à Tokyo, pour protester contre la visite du Premier ministre japonais. Appréhendé par la police, il avait fait l'objet d'une condamnation à dix mois de prison pour « destruction de matériel » (器物损害, *qiwu sunhai*). L'auteur souligne à quel point une telle incrimination peut paraître étrange pour un Chinois. En effet, en Chine, l'incrimination eut été faite pour « crime d'incitation au soulèvement contre l'autorité de l'État » (煽动颠覆国家政权罪, *shandong dianfu guojia zhengquan fei*). La différence est de taille et l'auteur, un juriste, en explique la raison au moyen d'une analyse du mouvement tournesol.

L'auteur rappelle que Taïwan est une démocratie et donc que la loi, choisie par

des représentants élus par le peuple, a pour objectif de protéger au quotidien les droits des individus. Ces lois établissent le cadre légal pour la manifestation des mécontentements : droit de manifestation, liberté d'expression. Dès lors, les protestations encadrées par la loi sont autorisées dans la mesure où elles respectent leur encadrement légal. Toutefois, dans l'esprit de l'auteur, un autre concept doit prévaloir, celui « d'ordre public » (公共程序, *gonggong chengxu*). La mise en avant de ce concept lui permet de justifier une réaction du pouvoir : le dépassement du cadre légal entraîne une subversion de l'ordre public, qui autorise la réaction coercitive du pouvoir, afin de rétablir l'ordre. L'auteur explique que pour certains intellectuels, la contestation des étudiants pourrait avoir une certaine légitimité, en ce qu'elle est l'expression de l'opinion d'une partie de la population. Mais, pour l'auteur, cela est impossible car tout

« Pour Qiao Xinheng, le mouvement des étudiants taiwanais est la preuve que le système politique taiwanais est en train de sombrer dans le “populisme”. »

droit et toute liberté, fussent-ils de nature politique, viennent avec des devoirs, dont celui du respect de l'ordre public. Ce dernier est donc une limite qui ne peut jamais être dépassée.

L'auteur ajoute une composante à l'exercice légitime des libertés publiques : le droit de propriété. Le droit d'expression offert par la Constitution ne peut pas venir remettre en cause et mettre en danger la propriété d'autrui et, au-delà de la propriété privée, la propriété publique, qui est d'autant plus forte qu'elle est directement liée à la souveraineté de l'État et se double d'une valeur symbolique. Dès lors, toute manifestation du public portant une atteinte quelconque à la propriété publique – au Japon ou à Taïwan – met en péril l'ordre public, ce qui justifie une réaction correctrice de l'État.

4. La démocratie marxiste sans le poison de l'occident

Wen Yang rappelle que le débat concernant la signification profonde du mouvement tournesol ne fait que commencer. S'il n'y a aucun doute pour lui que le mouvement est par essence antidémocratique, il tente d'en tirer des leçons pour la démocratie qui, selon lui, porterait en elle des tensions propices à son autodestruction. L'auteur note avec une certaine ironie le renversement des représentations : le mouvement taïwanais se revendique principalement d'une pensée de gauche et veut lutter contre la Chine qui est perçue comme le représentant d'une trinité néfaste composée de « l'étatisme, (du) capitalisme, (et du) nationalisme » (国家, 资本, 国族, *guojia, ziben, guozu*). La Chine représente maintenant ces valeurs aux yeux des Taïwanais quand, réciproquement, Taïwan représente aux yeux des Chinois une certaine idée de la quintessence de la Chine traditionnelle⁸⁷.

Selon l'auteur, le poison de la démocratie occidentale se trouve dans la polyphonie démocratique, qui affaiblit la puissance et les prérogatives publiques. Les conséquences directes sont extrêmes : celui d'un éclatement interne de l'État entre les diverses minorités⁸⁸. Les mouvements populaires deviennent donc un exemple parfait des risques que la Chine doit éviter de courir en maintenant une conception marxiste de la démocratie⁸⁹ qui serait, elle, la seule garante des libertés.

⁸⁷ L'auteur ne fait pas explicitement cette remarque, mais renvoie à un autre article dont il reprend les conclusions. Cette idée est souvent reprise dans les réflexions sur Taïwan : l'île représenterait l'aboutissement de la culture chinoise classique.

⁸⁸ La remarque de l'auteur est générale ; toutefois, la référence aux tensions ethniques et identitaires en Chine paraît évidente.

⁸⁹ L'auteur ne s'attarde pas sur la conceptualisation d'un tel régime démocratique.

5. Conclusion

Les auteurs ont dans l'ensemble interprété les mouvements selon une grille de lecture uniforme : la peur de l'instabilité sociale et de l'éclatement de la Chine en raison d'une multiplication des revendications particulières. Cette crainte oriente la réflexion vers une démocratie formaliste, où le peuple incapable et émotif confie le pouvoir à une élite capable et (il faut l'espérer) bienveillante⁹⁰.

⁹⁰ Un classique sur la conception en Chine et en Occident du rôle des élites : Thomas Metzger, « The Western Concept of Civil Society in the Context of Chinese History », Hoover Institution Press (janvier 1998), 36 pages.

DÉCALAGE

8. Politique chinoise de taux de change : revirement passager ou évolution de long terme ?

AGATHA KRATZ

SOURCE :

- Zhang Huanyu⁹¹, « L'atterrissage en douceur du yuan », *Xin shiji*, 3 mars 2014.
- « La dépréciation du yuan et l'augmentation des réserves, en mars, de 170 milliards de yuans », *Zhengquan ribao – Synthèse*, 8 mai 2014.
- Xu Xiaoqing⁹², « Yuan : évolution de la fluctuation des taux d'intérêt à la fluctuation du taux de change », *Xin shiji*, 3 mars 2014.
- Qiao Hong⁹³, « La réforme du taux de change en marche », *Cajjing*, 9 mars 2014.
- Cui Li⁹⁴, « C'est un bon moment pour faire évoluer la politique de taux de change », *Cajjing*, 19 avril 2014.

⁹¹ Journaliste à *Xin shiji*.

⁹² Directeur de la stratégie macroéconomique chez Dunhe Asset Management Ltd.

⁹³ Économiste en chef de Morgan Stanley pour la zone Greater China (RPC, Taïwan, Hong Kong et Macao).

⁹⁴ Économiste en chef à Goldman Sachs. A également été responsable de la recherche sur les questions macroéconomiques et sur le système financier en Chine, et sur la coopération économique entre Hong-Kong et la RPC, pour la Hong Kong Monetary Authority.

Les fluctuations de la devise chinoise ont pris de court les observateurs en ce début d'année 2014. En effet, en quelques jours, mi-février, la valeur du yuan face au dollar est passée de 6,06 à 6,13, soit une dépréciation de plus d'1 %⁹⁵, un phénomène très rare comme nous le dit Zhang. L'ampleur de cette dépréciation est plus importante que celle, concomitante, des monnaies émergentes durant la même période, nous dit Qiao, et a ramené la devise chinoise à son niveau du premier trimestre 2013, alors que celle-ci avait suivi une tendance continue à l'appréciation depuis 2005⁹⁶.

Disqualification des raisons conjoncturelles

Certains facteurs conjoncturels et certains événements internationaux causent bien sûr des baisses passagères du yuan, mais les fluctuations enregistrées sont généralement bien moindres : la crise européenne de 2011 pesant sur la demande extérieure, par exemple, avait fait pression sur le cours du yuan, tout comme, chaque année, la période du nouvel an chinois, au cours de laquelle les voyages et dépenses à l'étranger impliquent un besoin accru de devises étrangères. Par ailleurs, le rapatriement par les entreprises étrangères présentes en Chine de leurs bénéfices à chaque début d'année, influence en général le marché (limité) des changes chinois. Mais ces chutes restaient souvent cantonnées à 0,5-0,7 %. Au vu de l'ampleur des mouvements de février, cette baisse n'est donc pas simplement saisonnière, selon

⁹⁵ Depuis, le yuan a atteint un « haut » passager de 6,1775 le 22 avril, soit une dépréciation d'un peu plus de 1,5 % depuis fin janvier.

⁹⁶ En juillet 2005, la Chine a instauré une parité « à crémaillère » (*crawling peg*) avec le dollar américain. Pour plus d'informations sur les évolutions du régime de change chinois, voir : <http://www.brookings.edu/research/opinions/2014/05/14-new-rules-china-renminbi-kroeber>.

Xu Xiaoqing.

Deux fois seulement depuis 2005, nous dit Xu, le yuan avait connu une dépréciation de plus d'1 % sur une période si courte : en mai-juin 2012 (1,3 %) et en septembre 2011 (2,4 %, sur le marché du yuan *offshore*). Ces deux précédentes chutes se ressemblent en ce qu'elles correspondent toutes deux à une période de ralentissement de l'activité et d'augmentation du risque macro-économique. En 2011, la Banque centrale relevait les taux des réserves obligatoires pour pousser à la hausse les taux d'intérêt, causant une augmentation du risque crédit. La baisse de 2012 était motivée par des craintes concernant le marché de l'immobilier.

Bien sûr, la baisse de février survient dans un environnement international caractérisé par un dollar très faible, et des flux sortants de *hot money* (热钱, *reqian*) dans les marchés émergents, entraînant avec eux la chute des autres monnaies émergentes. Dans ce paysage, le yuan avait tenu relativement bon, allant jusqu'à atteindre un « bas » historique de presque 6,0 par rapport au dollar. Ainsi, nous dit Zhang, on pourrait penser que le retournement de février, non saisonnier, est le fruit d'un réajustement de la valeur du yuan aux conditions internationales.

La Banque centrale à l'origine de la dépréciation

Mais les auteurs privilégient tous une autre explication. Qiao pointe du doigt une « manipulation » (操纵, *caozong*), Xu une « direction active » (主动引导, *zhudong yindao*). Tous les auteurs s'entendent pour voir derrière ce renversement l'action de la Banque centrale chinoise, encourageant un rachat massif de dollars pour pousser à la baisse le cours du yuan. Qiao prend pour preuve le fait que le marché *offshore* n'a pas connu

de chute concomitante, Xu met en avant des taux interbancaires domestiques bas – contrairement aux précédentes chutes du cours –, et le Zhengquan ribao souligne l'annonce par la Banque centrale, en mars, d'une augmentation des réserves de change chinoises de 174,2 milliards de yuans (113 en février), très proches de celles des institutions financières, conséquence, selon le journal, d'une stérilisation massive des acquisitions de devises internationales.

Selon Zhang, l'action de la Banque centrale s'explique notamment par la nécessité de préparer les marchés à un nouvel élargissement de la bande de fluctuation journalière du yuan et à la possibilité de « fluctuations bidirectionnelles » (双向波动, *shuangxiang bodong*), et cela dans le contexte d'une réforme du yuan clairement amorcée par les autorités chinoises.

Cui pense pour sa part que l'objectif principal de la Banque centrale est de « casser les prévisions unidirectionnelles du marché » (打破市场单边升值预期, *dapo shichang danbian shengzhi yuqi*) et d'« attaquer les flux d'arbitrage » (打击热钱套利, *daji reqian taoli*) qui s'étaient fortement développés ces derniers mois. En effet, nous dit le Zhengquan ribao, alors que l'on pensait la Chine relativement protégée des flux de *hot money*⁹⁷, la différence de taux d'intérêt entre les États-Unis (et autres pays développés) et la Chine, a provoqué une multiplication « sauvage » (猖獗, *changjue*) des flux de capitaux entrants vers la Chine, en parallèle d'une augmentation

des phénomènes d'arbitrage, de spéculation et d'opportunisme des investissements. Ces flux sont venus affaiblir la politique monétaire de la Banque centrale chinoise – qui cherche à restreindre les liquidités –, menaçant de déstabiliser le système financier et d'accroître encore la mauvaise allocation des ressources financières au sein de l'économie.

Par ailleurs, note Cui, la continuelle hausse du cours du yuan depuis 2005 (mis à part quelques événements ponctuels détaillés ci-dessus) avait créé des prévisions systématiquement à la hausse pour le yuan, permettant une spéculation peu coûteuse en termes de risque pour les agents sur le marché des changes. L'auteur se félicite donc du fait que cette intervention de la Banque centrale ait « cassé » ces prévisions et ces pratiques. Celles-ci avaient, selon Cui, fait dévier le yuan de son niveau d'équilibre et provoqué un risque de surévaluation du yuan, dommageable pour l'économie chinoise.

« Tous les auteurs s'entendent pour voir derrière ce renversement l'action de la Banque centrale chinoise, encourageant un rachat massif de dollars pour pousser à la baisse le cours du yuan. »

Peng Wensheng, chef économiste de l'entreprise Zhongjin, cité par Zhang, explique lui aussi que l'intervention de la Banque centrale a permis d'introduire la possibilité d'une bidirectionnalité des mouvements du taux de change, qui est l'une des composantes fondamentales de la libéralisation du marché des changes. Selon Peng, au fur et à mesure que cette bidirectionnalité s'installera comme une norme, l'intervention de la Banque centrale diminuera.

⁹⁷ Voir à ce propos : Agatha Kratz, « Les émergents en crise : un impact limité sur la Chine », *China Analysis*, n° 46, décembre 2013.

Quel niveau pour le yuan à moyen et long termes ?

Selon Zhang, fin février, de nombreux analystes⁹⁸ pensaient que la baisse du yuan ne serait que passagère et que, étant donné les fondamentaux chinois et la tendance haussière des huit dernières années, le yuan repartirait à la hausse, passant même la barre symbolique des 6 yuans pour 1 dollar.

Mais Qiao pense que, tant que son action restera nécessaire, la Banque centrale n'hésitera pas à intervenir sur le marché des changes. En effet, dans un contexte où les marchés internationaux ne sont pas non plus guidés par des fondamentaux « naturels » (天然, *tianran*, l'auteur se réfère notamment au niveau anormalement bas du dollar et des taux d'intérêt américains), la Banque centrale se doit d'intervenir pour préserver ses intérêts.

D'autant que, nous dit Cui, l'appréciation du yuan s'est détachée depuis quelques années des fondamentaux de l'économie chinoise. Elle revient pour illustrer son argument sur ce qu'elle définit comme les trois phases de l'appréciation du yuan depuis 2004. De 2004 à 2007, l'appréciation du yuan était due au « double surplus » (双顺差, *shuangshuncha*) des comptes courants et de capitaux chinois, et donc principalement tirée par le niveau de la balance des paiements. De 2008 à 2011, l'appréciation du yuan était liée à une expansion monétaire domestique (post-crise financière) plus importante qu'à l'international. Mais, depuis 2012, l'appréciation s'est opérée à grande vitesse (13 % en termes réels sur deux ans), dans un environnement caractérisé

⁹⁸ Zhang cite notamment un rapport de Goldman Sachs annonçant que les fondamentaux justifiaient encore pour le futur une tendance à la hausse pour le yuan. Cette conclusion se fondait surtout sur le niveau encore très élevé des réserves de change, ainsi qu'un surplus commercial très important, et de nombreux IDE entrants.

par une reprise faible de l'activité économique internationale, une certaine mollesse des exports, et une politique macroéconomique chinoise relativement neutre. Selon l'auteur, les fondamentaux économiques ne justifient donc pas une telle hausse et, d'ailleurs, plusieurs facteurs font qu'il est, selon Cui, peut probable que le yuan continue de s'apprécier.

Tout d'abord, le surplus de la balance des paiements chinoise ne cesse de se réduire. Il est passé de 10 % en part de PIB en 2007 à 2 % en 2013, et il devrait se réduire davantage. Malgré un surplus commercial (produits) durable, la demande chinoise croissante de services internationaux (éducation et tourisme notamment) crée un déficit en matière de balance des services. Par ailleurs, note Cui, le surplus commercial a été surestimé ces dernières années, puisqu'une partie des exportations reflète simplement des soutiens publics à l'export. Selon l'auteur, le vrai surplus commercial ne serait que de 50 % de celui annoncé. Enfin, les entreprises exportatrices chinoises ont jusqu'ici fait évoluer leur structure de coût pour faire face à l'augmentation de leurs coûts, mais celles-ci ne pourront continuer indéfiniment et perdront in fine en compétitivité et en parts de marché. En interne, la situation économique est elle aussi à un tournant, et les réformes et efforts de rééquilibrage de l'économie pèsent sur la croissance. Ainsi, l'auteur pense que la politique mise en œuvre par la Banque centrale devrait se poursuivre et n'est donc pas qu'un choc ponctuel. Selon elle, le yuan est entré dans une phase de faible dépréciation, ponctuée de fluctuations à la hausse et à la baisse. Cette dépréciation lente, note l'auteur, devrait avoisiner les 1 % par an, si le taux d'inflation se maintient à 3 %.

Selon Cui, le yuan est donc à un « tournant » (拐点, *guaidian*). La Banque centrale doit saisir cette opportunité pour faire évoluer sa politique de change. C'est également l'avis de Zhang, qui note par ailleurs que la

dépréciation des autres monnaies émergentes diminue la pression politique sur Pékin et sa monnaie. Selon l'auteur, il faut désormais créer un environnement au sein duquel la fluctuation bidirectionnelle est chose normale. Selon Guan Taozeng, directeur du bureau de la balance des paiements à la SAFE (State Administration of Foreign Exchange), cité par Zhang, la Chine a clairement pris la direction de la libéralisation de son taux de change et d'un rôle accru de l'offre et de la demande dans la fixation du cours de la devise. Pour ce dernier, il faut que l'alternance de hauts et de bas devienne la « nouvelle norme » (新常态, *xinchangtai*) du marché des changes chinois.



9. La crise ukrainienne vue de Chine

ABIGAËL VASSELIER

SOURCES :

- Han Liqun⁹⁹, « Réflexion sur le déclenchement des manifestations dans le monde », *Dongfang zaobao*, 19 février 2014.
- Hua Lu¹⁰⁰, « Qui peut sauver l'Ukraine ? », *Cajjing*, 2 mars 2014.
- Peng Nian¹⁰¹, « Rivalités entre les États-Unis et la Russie en Ukraine, la Chine est-elle dans une situation embarrassante ? », *Aisixiang*, 7 avril 2014.
- Zhao Chu¹⁰², « Ukraine : les hauts et les bas de la doctrine de Poutine », *Boke tianxia - Blog Weekly*, 27 mars 2014.
- Zheng Yongnian¹⁰³, « La “ tragédie de

⁹⁹ Han Liqun est chercheur à l'institut des études politiques mondiales de l'Institut chinois des relations internationales contemporaines (CICIR).

¹⁰⁰ Hua Lu est correspondant de *Cajjing* en Ukraine.

¹⁰¹ Peng Nian est observateur et chroniqueur sur les questions politiques et diplomatiques en Asie.

¹⁰² Zhao Chu est directeur adjoint de l'Institut des stratégies de défense de Shanghai. Généralement critique des questions militaires et politiques, il s'est notamment opposé à la mise en place de la zone d'identification de défense aérienne chinoise.

¹⁰³ Zheng Yongnian est directeur l'East Asian Institute de l'Université nationale de Singapour.

l'Ukraine" dans la politique internationale », *Aisixiang*, 28 mars 2014.

En novembre 2013, Kiev renonçait à un accord d'association avec l'Union européenne ; le mois suivant Viktor Ianoukovitch, Président de l'Ukraine, annonçait la signature d'un accord de rapprochement économique avec la Russie. L'explosion de manifestations pro-européennes et de violences qui ont suivi a mené à la destitution du Président ukrainien en février 2014.

Accusant l'Union européenne et les États-Unis de soutenir cette révolte, Moscou prend progressivement possession de la Crimée. Un référendum, contesté par l'Union européenne et les États-Unis et déclaré invalide par une résolution des Nations unies, a vu la population se prononcer en faveur du rattachement de la Crimée à la Russie. Depuis, les tensions diplomatiques entre Moscou, Bruxelles et Washington s'accroissent, notamment en raison des sanctions européennes et américaines frappant Moscou. Parallèlement, des revendications séparatistes pro-russes secouent l'Ukraine, qui a pourtant signé les premiers volets d'un accord d'association avec l'Union européenne le 21 mars 2014. À l'instar de la communauté internationale, Pékin doit faire face à cette crise qui remet en question ses relations avec Moscou et l'équilibre régional en Asie. Certains intellectuels chinois ont analysé les raisons de cette situation et se demandent aujourd'hui quel impact ces événements auront sur la politique étrangère chinoise.

Les raisons de la crise

Selon Han Liqun, les révoltes qui ont secoué le monde au cours des trois dernières années présentent des caractéristiques communes que l'on retrouve dans la crise ukrainienne. L'auteur cite cinq catégories de « contradictions sociales » (社会矛盾, *shehui*

maodun), en pratique autant de conflits. Ils s'expliquent selon lui le mécontentement de la population ukrainienne : conflits entre nouvelles et anciennes élites, conflits liés aux écarts de richesse, conflits ethniques et religieux, conflits dus à des velléités séparatistes, conflits liés aux réformes engagées. Ces conflits sociaux sont exacerbés par un développement économique insuffisant et inégal, un processus de démocratisation lent et l'émergence de conflits d'intérêts importants dans le monde politique. Ces éléments expliquent le déclenchement de la crise ukrainienne, crise domestique devenue internationale avec l'implication des puissances occidentales et russe.

En détaillant ce qu'il nomme la « doctrine Poutine » (普京主义, *pujing zhuyi*), Zhao Chu explique l'importance de l'Ukraine pour Moscou et le passage d'une révolution nationale à une crise internationale. Lors de son arrivée au Kremlin en 2012, le Président de la Russie, Vladimir Poutine, a énoncé deux priorités. En politique intérieure, il a appelé à la mise en place de mesures fortes afin de renforcer le système étatique et la société. En matière de politique étrangère, la diplomatie russe doit se construire sur deux volets que sont la participation de la Russie aux affaires mondiales et le maintien d'un statut spécial dans les territoires de l'ex-URSS, notamment en Ukraine, en Biélorussie et au Kazakhstan. C'est sur la base de cette doctrine que le Président russe justifie son intervention en Ukraine, comme une question d'intérêt national. La crise ukrainienne remet donc en question l'essence même de la doctrine Poutine. Zhao Chu explique que cette doctrine se heurte à la configuration du monde « post-guerre froide » (冷战后, *lengzhan hou*), dans lequel les États-Unis, à travers l'OTAN et l'élargissement de l'Union européenne vers l'Est, redessinent les frontières de l'espace post-soviétique. La crise en Ukraine confronte donc la doctrine Poutine à l'Union européenne

et aux États-Unis.

L'ordre international et le principe de souveraineté

La crise en Ukraine bouscule l'ordre international et remet en question le principe de souveraineté. Les changements observés résonnent donc naturellement dans la politique étrangère chinoise.

Selon Zheng Yongnian, la « souveraineté » (主权, *zhuquan*) est un concept qui existe depuis longtemps mais qui ne s'applique pas à tous de manière identique. Par exemple, la Russie et les États-Unis sont des États qui promeuvent la souveraineté dans leurs discours mais qui la respectent peu. La souveraineté des pays est donc soumise au bon vouloir des puissances, elles-mêmes fondées sur « le principe du "canon" » (“大炮”原则, “*dapao*” *yuanze*). Cette contradiction est au cœur de ce que Zheng Yongnian appelle « la tragédie de l'Ukraine » (乌克兰悲剧, *Wukelan beiju*).

La soumission de la souveraineté d'un petit pays aux grandes puissances est particulièrement notable dans le cas de l'Ukraine, puisque la Russie se réfère au sein de cette crise au principe d'intérêt national. Zhao Chu développe cette idée en rappelant que, dans un contexte de tensions entre Moscou et Washington, la Russie affaiblie pourrait utiliser la force pour maintenir ses intérêts fondamentaux, notamment en Ukraine, et ce malgré la signature d'un accord entre Moscou et Kiev garantissant la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine¹⁰⁴. Zheng Yongnian précise que la

¹⁰⁴ Le mémorandum de Budapest de 1994 est un accord selon lequel l'Ukraine se soumet au régime de non-prolifération des armes nucléaires, en échange de garanties pour sa sécurité et son intégrité territoriale de la part de la Russie, des États-Unis, du Royaume-Uni, de la Chine et de la France.

Russie n'hésiterait pas à rompre cet accord en cas de confrontation avec l'Occident.

Selon lui, l'ordre international est défini par l'émergence d'alliances qui garantissent la survie des empires ou des États souverains, ou bien qui déclenchent leur déclin. L'hégémon américain, qui conduit l'ordre international depuis la fin de la Guerre froide, semble aujourd'hui se désintégrer. Zheng Yongnian souligne que Washington n'a pas ajusté sa stratégie d'alliances à l'issue de la Guerre froide et a, au contraire, renforcé les alliances existantes, faisant émerger deux problématiques : l'absence d'un « nouvel ennemi » (新的敌人, *xin de diren*) et l'« expansion de l'influence occidentale » (扩张西方势力, *kuozhang xifang shili*) contre Moscou.

Toutefois, le marqueur de changement principal dans l'ordre international est probablement la réémergence d'une structure bipolaire des relations internationales. L'ensemble des auteurs fait référence à cette structure duale des relations internationales. Zheng Yongnian explique que la crise ukrainienne s'inscrit dans une « politique de grandes puissances » (大国政治, *daguo zhengzhi*). En serrée entre l'Occident et la Russie, l'Ukraine ne semble pas disposer de l'espace suffisant pour survivre indépendamment des deux puissances et pour préserver ses intérêts. C'est également une course entre l'Union européenne et la Russie pour déterminer « qui peut sauver l'Ukraine ? »¹⁰⁵ de la crise économique qui apparaît progressivement. Hua Lu dresse une comparaison des avantages que l'Ukraine peut tirer des Russes et des Européens, et conclut que la Russie a l'avantage de pouvoir offrir une aide économique non conditionnelle et plus rapide à Kiev. Malgré les avantages que l'aide européenne pourrait offrir sur le long terme, la perspective du déploiement d'une aide dans l'urgence reste limitée.

¹⁰⁵ Selon le titre de l'article de Hua Lu.

Dans ce contexte, Pékin doit réfléchir à sa place dans l'ordre international qui semble émerger dans le contexte post-crise ukrainienne. L'abstention chinoise au vote du Conseil de sécurité des Nations unies sur la question d'un référendum montre que Pékin ne souhaite s'engager ni du côté russe ni du côté occidental. Ce changement de l'ordre international « plonge la Chine dans une situation embarrassante » (颇为尴尬, *powei ganga*), selon Peng Nian. Zheng Yongnian poursuit cette réflexion en expliquant que, au cours de la Guerre froide, la Chine a été considérée comme « un ennemi imaginaire » (假想敌, *jiaxiang di*), utilisée pour renforcer les alliances lors de cette période. Cette situation pourrait-elle se reproduire ? Selon le directeur de l'East Asia Institute, Pékin a pris le soin de refuser d'entrer dans ce jeu d'alliances et a promu le multilatéralisme. Mais au niveau asiatique, la quête d'alliances est désormais engagée par Washington. Néanmoins, Zheng Yongnian met en garde : si la Chine entre dans une logique d'alliances, la marche vers la confrontation démarrera.

La Chine, bénéficiaire de la crise ?

La crise en Ukraine a fait émerger une structure bipolaire des relations internationales en opposant la Russie à l'alliance entre États-Unis et Union européenne. Si la politique étrangère est effectivement, comme la qualifie Zheng Yongnian, une « politique de puissances » (大国政治, *daguo zhengzhi*), alors la question du rôle de la Chine semble se poser naturellement.

Certains analystes ont fait l'hypothèse que la rivalité entre les États-Unis et la Russie en Ukraine bénéficiait à la Chine, en affaiblissant la politique du pivot américain, en faisant

profiter la Chine des sanctions américaines et européennes, et en questionnant les structures sécuritaires américaines et européennes. Ainsi, Pékin pourrait émerger comme le gagnant de cette crise. Peng Nian revient sur ces trois hypothèses pour conclure que l'Ukraine a en fait plongé la Chine dans une situation difficile.

La crise en Ukraine remet-elle véritablement en cause la stratégie du pivot américain en Asie ?

« La souveraineté des pays est soumise au bon vouloir des puissances, elles-mêmes fondées sur "le principe du canon". »

Peng Nian rappelle qu'à l'origine, cette stratégie servait un projet de *containment* de la Chine, et qu'elle évolue proportionnellement au renforcement des ressources chinoises.

L'apparition d'une rivalité en Europe de l'Est aurait pu conduire au recentrage des ressources américaines en Europe.

Cependant, Peng Nian affirme

que l'engagement de Washington en Ukraine ne réduira pas son engagement en Asie. Cette distribution des ressources américaines est rendue possible grâce à son alliance avec l'Europe. La présence européenne dans la crise ukrainienne au côté des États-Unis permet à ces derniers de limiter les ressources et l'énergie engagées.

Par ailleurs, selon certains analystes, la mise en oeuvre de sanctions européennes et américaines contre la Russie bénéficierait économiquement à la Chine. En accroissant la dépendance économique de Moscou envers Pékin, la Chine profiterait de ces sanctions. Mais, ici aussi, Peng Nian rappelle que la Russie dépend déjà des produits chinois, notamment pour ses produits de première nécessité. Néanmoins, la dépendance économique russe pourrait effectivement s'accroître si l'économie russe ne diversifiait pas ses fournisseurs.

La crise en Ukraine a mis en avant l'incapacité

des États-Unis et de l'Europe à garantir la sécurité et l'intégrité territoriale de ce pays. Certains analystes font l'hypothèse que la Chine pourrait utiliser cette impuissance afin de prouver à ses pays voisins que les garanties de sécurité européennes et américaines en Asie-Pacifique sont fragiles. Toutefois, Peng Nian explique que si Pékin utilisait cet argument, cela desservirait son image puisqu'il apparaîtrait alors comme un acteur régional agressif. Par ailleurs, toute comparaison de l'alliance Kiev-Washington avec les alliances américaines en Asie-Pacifique est hors de propos.

Conclusion

Selon les auteurs cités ici, la crise ukrainienne est un bouleversement de l'équilibre établi par les grandes puissances à la suite de la Guerre froide. Plongé dans une situation « embarrassante », Pékin a décidé de refuser d'entrer dans un jeu d'alliances qui pourrait tendre vers une confrontation en Asie.

La situation en Ukraine se détériore encore aujourd'hui ; il semble donc difficile de dresser le bilan des conséquences de cette crise pour Pékin. Toutefois, on peut faire l'hypothèse que l'Ukraine sera un tournant dans l'histoire sino-russe et dans la politique étrangère chinoise.

DÉCALAGE

10. Yan Xuetong remet en cause la politique de non-alignement de la Chine

ANTOINE BONDAZ

SOURCE :

- Li Hao, « Yan Xuetong dialogue avec John Mearsheimer : l'émergence chinoise peut-elle être pacifique ? », *Guanchazhe wang*, 3 décembre 2013.

Le 2 novembre 2013, un débat a été organisé par le pôle éducation de Phoenix Television (凤凰大学问, *iFeng Lecture*) à l'institut de relations internationales contemporaines de l'université Tsinghua, institut dont le professeur Yan Xuetong est le doyen. L'article de *Guanchazhe wang* est une retranscription de ce débat.

Considéré comme l'un des plus grands experts chinois des relations internationales et des questions stratégiques, le professeur Yan Xuetong est l'un des représentants du courant réaliste/conservateur en Chine¹⁰⁶. Il est, depuis les années 1990, l'un des pourfendeurs de la « théorie de la menace chinoise » (中国威胁论, *Zhongguo weixielun*) dont le professeur

¹⁰⁶ À l'inverse du courant libéral, comprenant le professeur Wang Jisi de l'université de Pékin.

Mearsheimer est l'un des défenseurs¹⁰⁷. Il est parfois présenté comme un conseiller informel du président Xi Jinping.

L'intervention du professeur Yan commence par une remise en cause d'un soi-disant déterminisme qui ferait d'un conflit sino-américain un événement inévitable. Cependant, celui-ci aborde avant tout la nécessité, pour la Chine, de développer une stratégie régionale à même de stabiliser son environnement afin de permettre son développement. De façon originale, il conseille à son pays d'inclure un facteur moral dans sa stratégie et, surtout, de remettre en cause le principe de non-alignement de la Chine, au cœur du concept de « profil bas » conçu par Deng Xiaoping. Pour le doyen, la puissance militaire est avant tout une force de dissuasion, et la puissance économique de la Chine doit être un moyen de garantir la stabilité de sa périphérie en faisant bénéficier ses voisins de son développement.

La Chine ne suivra pas le modèle « d'expansion violente » américain

Yan Xuetong reprend partiellement les postulats de John Mearsheimer en estimant que chaque grande puissance veut arriver à la première place mondiale et que, pour cela, il faut arriver à la première place au niveau régional. Cependant, la Chine peut choisir la

¹⁰⁷ John Mearsheimer, professeur de sciences politiques à l'université de Chicago, est l'auteur de *The Tragedy of Great Powers Politics* (2001). Il soutient que tout État, quel que soit son régime politique ou son idéologie, tente d'établir une hégémonie régionale afin de maximiser sa sécurité et de garantir sa survie. Selon lui, les États-Unis ont réussi à devenir un hégémon sur le continent américain au XIX^e siècle et ont désormais pour objectif d'empêcher toute autre puissance d'accéder à une telle position sur un autre continent – c'est pourquoi Washington s'efforce de contenir Pékin. Pour lui, un affrontement entre la Chine et les États-Unis est quasi inévitable.

forme que prend son émergence. Elle n'est pas obligée de suivre le modèle américain du XIX^e siècle d'« expansion violente » (暴力扩张, *baoli kuozhang*) et de conquête du continent américain, stratégie étudiée en détail dans l'ouvrage de son interlocuteur américain.

Selon Yan Xuetong, il existe en effet une différence culturelle fondamentale entre les États-Unis et la Chine, et celle-ci détermine leur choix et leur stratégie de développement respectifs. Les États-Unis sont de tradition chrétienne universaliste et considèrent en conséquence qu'ils sont un modèle à suivre pour les autres États. La Chine est de tradition confucianiste. Elle ne s'oppose pas à ce que des États s'inspirent de sa civilisation et de son modèle mais ne cherche pas à le diffuser, et encore moins à l'imposer.

C'est donc aux États-Unis et à la Chine de déterminer la forme que prendra leur compétition. Aucun déterminisme historique n'existe et la confrontation armée n'est en aucun cas la seule option. Durant la période coloniale, les hégémons britannique et français se affrontaient pas directement et cherchaient avant tout à contrôler le plus de colonies. Durant la Guerre froide, les hégémons américain et soviétique se sont affrontés plus directement, les États-Unis cherchant à contenir leur rival, et l'objet de leur compétition étant de rassembler le plus d'alliés autour d'eux.

Une improbable guerre sino-américaine

En tant que réaliste, Yan estime que nul ne peut dire que l'émergence de la Chine sera forcément pacifique et que le pays n'aura jamais à recourir à la force – d'où l'objectif fixé par Xi Jinping d'un minimum de préparation militaire. De plus, Chine et États-Unis ne se font pas confiance depuis 1989. Cependant, les deux pays n'ont pas forcément besoin de cette confiance qui est, pour des raisons

structurelles, quasiment impossible à établir. Le recours à la force armée n'est pas inévitable et Yan Xuetong offre une perspective optimiste sur la relation bilatérale. Des intérêts communs et complémentaires permettent à Washington et Pékin de coopérer, et deux facteurs limitent aujourd'hui la possibilité d'un conflit.

Tout d'abord, la dissuasion nucléaire. Le professeur précise que ce ne sont pas les armes nucléaires en elles-mêmes qui dissuadent de la guerre, mais la certitude que chaque nation dispose de capacités de destruction mutuelle et de capacités de seconde frappe. Selon Yan, sans ces capacités, rien n'empêcherait une guerre.

Ensuite, la mondialisation économique. Si le doyen de Tsinghua souligne qu'il s'agit d'un fantasme que de penser que l'interdépendance économique empêche à elle seule une guerre, il souligne que la mondialisation est aujourd'hui bien différente des interdépendances économiques du début du XX^e siècle. Compte tenu de l'interdépendance actuelle des économies, l'efficacité des sanctions économiques et du recours à la force pour ouvrir des marchés est très fortement réduite.

La Chine doit inclure un facteur moral dans son émergence

Yan Xuetong revient longuement sur l'un des postulats clés de ses travaux, l'importance de la « moralité » (道义, *daoyi*) dans les relations internationales, et la distinction entre autorité morale et autorité par la force¹⁰⁸. Il se définit lui-

même comme un réaliste moral et non comme un réaliste offensif comme John Mearsheimer. Il estime que les relations internationales ne sont pas amORAles. Non seulement les capacités matérielles d'un État ne sont pas suffisantes pour atteindre le statut de grande puissance, mais la moralité d'une grande puissance peut même lui permettre d'obtenir le soutien de ses voisins.

« Jusqu'ici, la stratégie chinoise visant à ne pas prendre position a conduit à ne pas régler les conflits, et à laisser perdurer les disputes avec les pays voisins. »

Le *leadership* politique contribue donc également à la puissance nationale, tout comme la puissance économique. Bien que Mao (dans les années 1950 et 1960) ou George W. Bush (dans les années 2000) aient fait le choix du recours à la force, ce choix n'est pas inévitable. Hu Jintao et Xi Jinping jugent ce recours à la force contre-productif. Allant à l'encontre des arguments de Mearsheimer, Yan estime que la Chine a tout intérêt,

pour assurer son développement, à ce que son environnement soit stable et à ce que sa relation avec les États-Unis soit pacifique.

Le doyen Yan appelle donc à la création par la Chine d'une « communauté de destin » (命运共同体, *mingyun gongtongti*)¹⁰⁹ avec ses voisins, afin d'accroître l'intégration économique et politique et la stabilité régionales. Si la Chine veut atteindre la « renaissance de la nation » (民族复兴, *minzu fuxing*) promise par Xi Jinping, le pays doit obtenir le soutien de ses voisins – pour cela, elle doit partager les bénéfices de son développement économique.

¹⁰⁸ Yan Xuetong, *Ancient Chinese Thought, Modern Chinese Power*, Princeton University Press, Princeton, 2011.

¹⁰⁹ Expression reprise dans les discours de politique extérieure de Xi Jinping.

Une stratégie régionale chinoise pragmatique

Yan Xuetong expose alors ce que doit être la stratégie régionale chinoise. La Chine ne doit pas chercher à obtenir la confiance avec ses voisins de manière artificielle – critiquant implicitement le concept d'émergence pacifique ou de soft power chinois. La Chine doit chercher, sur une base pragmatique, à promouvoir les intérêts communs de la Chine et de ses voisins, ce qui permettra in fine de nouer des liens de confiance.

Selon lui, c'est cette stratégie qui a été choisie par Xi Jinping. Le président Xi a reconnu l'importance du « facteur moral » en soulignant la nécessité de développer des relations amicales avec les pays voisins dans son discours du 24 octobre 2013¹¹⁰.

Ce choix explique que la Chine ait proposé la création de trois sous-ensembles de coopération régionale : la « route économique de la soie avec l'Asie centrale » (中亚丝绸之路, *ZhongYa sichou jingji zhilu*), la « route de la soie maritime avec l'Asie du Sud-Est » (东南海上丝绸之路, *Dongnan haishang sichou zhilu*), et le « corridor économique d'Asie du Sud » (南亚的经济走廊, *NanYa de jingji zoulang*)¹¹¹ avec la Birmanie, le Bangladesh et l'Inde.

Dépasser le « profil bas » et remettre en cause le non-alignement

Yan Xuetong reconnaît que les voisins de la Chine sont inquiets. Il estime que la confiance est la clé. Or, jusqu'à présent, la politique de non-alignement de la Chine l'empêche de fournir à un État voisin des garanties de

sécurité, à même de le rassurer. La Chine doit donc remettre en cause son principe de non-alignement. Selon Yan Xuetong, cette évolution est présente dans le discours d'octobre de Xi Jinping, au cours duquel le Président n'a pas utilisé le terme de « profil bas » (韬光养晦, *taoguang yanghui*), développé par Deng Xiaoping.

En effet, jusqu'ici, la stratégie chinoise visant à ne pas prendre position a conduit à ne pas régler les conflits, et à laisser perdurer les disputes avec les pays voisins. Le non-alignement convient à une nation faible, n'ayant pas les capacités de résoudre ses problèmes, mais pas à la Chine. La Chine doit donc exprimer clairement sa stratégie, ses intérêts, fixer des lignes rouges et apporter des garanties de sécurité à ses voisins.

Pour cela, le professeur de Tsinghua estime que la Chine doit identifier ses amis et ses ennemis diplomatiques. La Chine doit ainsi mettre fin à la diplomatie de non-discrimination, et adapter ses politiques extérieures, en récompensant ses amis et en punissant ses ennemis. Pour récompenser ses amis, la Chine doit les faire bénéficier de son développement économique. Les États-Unis aident peu les pays asiatiques dans leur développement, contrairement à l'aide massive apportée par la Chine à ses voisins, notamment dans la construction d'infrastructures. Pourtant, la Chine n'a pas aujourd'hui d'alliance, alors que les États-Unis en ont plus d'une cinquantaine. Le problème est que la Chine n'est pas capable de se servir de ses capacités économiques comme d'un levier pour améliorer ses relations avec ses voisins.

À l'inverse, la Chine doit faire preuve de fermeté vis-à-vis des États qui la provoquent. Yan prend notamment l'exemple des Philippines qui, après avoir provoqué la Chine ces dernières années, ont quand même pu signer un accord économique de

¹¹⁰ Voir à ce sujet le dossier de *China Analysis* n° 47, « La politique de voisinage de la Chine ».

¹¹¹ Yan Xuetong développe également cet argument dans le journal *21 shiji jingji baodao* avec un *op-ed* publié le 27 février 2014 et intitulé « La stratégie régionale souligne la nouvelle direction de la route de la soie : promouvoir l'intégration avec le voisinage ».

7 milliards de dollars avec Pékin. Yan Xuetong estime qu'il faut interrompre ce cercle vicieux. La Chine doit punir les « décideurs politiques insatiables et avides » (不知足的贪婪决策者, *buzhi zu de tanlan juecezhè*). Cependant, il précise que punir ne signifie pas nécessairement recourir à la force. Punir peut signifier par exemple isoler diplomatiquement un pays, comme les États-Unis ont isolé l'URSS durant la Guerre froide.

Enfin, la Chine ne doit pas apparaître comme un pays faible. En effet, si la Chine n'est pas préparée à se défendre, alors ses voisins la provoqueront. En définitive, la Chine doit donc dissuader ses ennemis de toute provocation, tout en rassurant ses amis.

爱思想网, *Aisixiang*. Aisixiang est une plateforme d'échange libre d'idées, de partage d'information, et de démocratisation du savoir. Depuis la création d'Aisixiang en janvier 2010, plus d'une centaine d'académiques ont écrit et partagé des articles et des éditos sur divers sujets de l'actualité chinoise.

财经, *Caijing*. Revue économique bimensuelle basée à Pékin, *Caijing* adopte des positions libérales sur les grandes questions d'actualité économique et financière.

东方早报, *Dongfang zaobao*. *Dongfang Zaobao* est un journal chinois d'information générale, fondé en 2003.

多维新闻网, *Duowei xinwen wang*. Portail d'information pour et par des chinois résidant à l'étranger, et abordant toutes sortes de questions d'actualité.

观察者网, *Guanchazhe wang*. Portail d'information et d'échange d'idées et d'opinions, fruit de la collaboration de l'institut de recherche Chunqiu et de la société Shanghai Observer IT.

今周刊, *Jin zhoukan - Business Weekly*. Créé en 1996, ce magazine économique mise sur la qualité de ses enquêtes et de ses analyses, sans aborder pour autant les questions politiques. Il s'adresse surtout aux investisseurs.

南方周末, *Nanfang zhoubao*. Hebdomadaire de Canton, qui a acquis une grande notoriété dans les années 1990 en dénonçant des scandales de corruption. Malgré une certaine reprise en main de la part des autorités chinoises, il conserve une certaine liberté de ton.

人民网, *Renmin wang*. Site internet du Quotidien du peuple lancé en 1997. Il présente un contenu original.

上海证券报, *Shanghai zhengquan bao*.

Journal de l'agence Xinhua News offrant principalement des articles d'information financière, et concernant les marchés financiers chinois. Il publie également certaines informations financières sous la supervision de la CSRC, CIRC et CBRC.

世界经济与政治, *Shijie jingji yu zhengzhi*. Revue universitaire mensuelle de l'institut sur l'économie et la politique mondiales de l'académie chinoise des sciences sociales, elle propose des articles sur les relations internationales et les affaires politiques dans le monde.

现代国际关系, *Xiandai guoji guanxi*. Revue académique mensuelle du Chinese Institute for Contemporary International Relations (CICIR), consacrée aux affaires stratégiques et internationales.

新华社, *Xinhua*. Agence de presse officielle du gouvernement de la République populaire de Chine.

新世纪, *Xin shiji*. Hebdomadaire de Hu Shuli, l'ex-rédactrice en chef de la revue *Caijing*. En janvier 2010, celle-ci s'associe avec le Centre de recherche sur la réforme et le développement de l'île de Hainan pour reprendre sa publication *Xin shiji* et poursuivre la tradition de libéralisme, d'analyses et d'enquêtes approfondies de *Caijing*.

壹週刊, *Yi zhoukan - Next Magazine*. Magazine hebdomadaire à grand tirage publié à la fois à Taïwan et Hong Kong, sous deux versions différentes. Ces deux magazines sont parmi les plus polémiques de la région.

证券日报, *Zhengquan ribao*. Un journal spécialisé sur les marchés financiers, lié au *Economic daily*. C'est organe de presse officiel de la CSRC (China Securities Regulatory Commission), de la China Insurance Regulatory Commission, de la CBRC (China Banking Regulatory Commission) et des quatre plus importantes plateformes de marché en Chine.

LA PRESSE DANS CE NUMÉRO

Antoine Bondaz

Antoine Bondaz est doctorant à Sciences Po Paris sous la direction des professeurs François Godement et Dario Battistella. Ses recherches portent sur la théorie des relations internationales, le système de sécurité nord-est asiatique, la stratégie régionale chinoise et les relations Chine/Corée du Nord. Il est également Associate Fellow à Asia Centre et coordinateur de *Korea Analysis*.
a.bondaz@centreasia.eu

Camille Boullenois

Camille Boullenois a étudié les relations franco-chinoises à Sciences Po Paris et le chinois à Pékin. Elle suit actuellement un master d'études chinoises à l'Inalco et se spécialise dans l'étude de la société chinoise, en particulier la politique foncière et les migrations intérieures. Elle rédige un mémoire de recherche, encadré par Xiaohong Xiao-Planes et Jean-Louis Rocca, sur les villages urbains à Pékin.

nina.boullenois@hotmail.fr

Agatha Kratz

Agatha Kratz est junior fellow à Asia Centre et rédactrice en chef de *China Analysis*.
a.kratz@centreasia.eu

Tanguy Lepasant

Tanguy Lepasant est maître de conférences à l'université nationale centrale de Chongli à Taïwan. Il a obtenu son doctorat en géopolitique à l'Institut Français de Géopolitique, Université Paris 8.

leiposan@gmail.com

Camille Liffan

Camille Liffan est diplômée d'un master en études chinoises (INALCO) et d'un master en histoire contemporaine (La Sorbonne-Paris IV). Ses recherches portent sur la politique intérieure chinoise, et notamment sur les administrations de l'État chinois. Elle prépare actuellement un projet d'inscription en thèse tout en contribuant à *China Analysis*.

camille.liffan@hotmail.fr

François Quirier

François Quirier est diplômé de Sciences Po Grenoble et de l'Inalco, et contributeur régulier pour *China Analysis*, spécialisé sur les thématiques d'Internet et de la culture Chinoise.
quirierf@gmail.com

Florence Rountree

Florence Rountree est consultante pour le programme Asie et Chine de l'European Council on Foreign Relations (ECFR). Ses recherches portent sur les questions de politique intérieure chinoise, ainsi que sur les problématiques de sécurité en Asie de l'Est.
florence.rountree@ecfr.eu

Abigaël Vasselier

Abigaël Vasselier est diplômée d'un master en relations internationales à Sciences Po Aix en Provence et d'un master sur les politiques asiatiques à la School of Oriental and African Studies. Elle est assistante du programme Asie de l'ECFR (Conseil Européen des Relations Internationales).
abigael.vasselier@ecfr.eu

Hugo Winckler

Hugo Winckler détient un Master en droit des relations économiques internationales (Université Paris II) et un Master en langue et civilisation chinoises (Paris VII). Il est en outre diplômé de l'Institut des Hautes Etudes Internationales de Paris, et a été admis à l'École de Formation du Barreau de Paris, dont il a décalé l'admission pour suivre actuellement un Master's degree in Business Administration à Taïwan (National Taiwan Normal University). Ses thèmes de recherche se concentrent sur le fonctionnement du système judiciaire en Chine et à Taïwan.

hugowinckler@gmail.com

LES CONTRIBUTEURS

Bulletin électronique bimestriel d'**Asia Centre** sur la Chine, **China Analysis** commente l'actualité du monde chinois à partir de la presse écrite en mandarin. Seule publication en Europe à s'appuyer exclusivement sur des sources de langue chinoise, le bulletin présente des analyses originales exposant les points de vue de la République populaire de Chine, de Hong Kong et de Taïwan sur la politique intérieure et l'économie chinoises, les questions stratégiques en Asie, la vie politique taïwanaise et les affaires internationales.

Directeur de la publication : François Godement

RÉDACTION

Rédactrice en chef : Agatha Kratz

Auteurs : Antoine Bondaz, Camille Boullenois, Clare Chng, Agatha Kratz, Tanguy Lepesant, Camille Liffan, François Quirier, Florence Rountree, Abigaël Vasselier, Hugo Winckler.

PRODUCTION

Diffusion, Secrétaire de rédaction (mise en page) : Rozenn Jouannigot

Secrétaire de rédaction (relecture) : Olivier Bosc

Impression : ESAT de l'Élan

Remerciements : European Council on Foreign Relations (ECFR)

COMMANDES ET ABONNEMENTS

Version brochée :

abonnement 6 n°/an (TTC) : 90 €

commande par n° (TTC) : 20 € (jusqu'au n°23)

Version électronique sur notre site (archives depuis 2005) :

www.centreasia.eu/publications/china/analysis

© Asia Centre

71 boulevard Raspail

75006 Paris, France

www.centreasia.eu

chinaanalysis@centreasia.eu

ISSN : 2101 - 0048